



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 MARS 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 30TH MARCH, 1918.

Arrêté en conseil

Order-in-Council

CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL.

Québec, le 22 mars 1918.

Présent :—L'administrateur en conseil.

Attendu que l'article 1429 des Statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'amendé par la loi 8 George V, chapitre 26, pourvoit à ce qu'il soit accordé aux personnes qui désirent apprendre à conduire des véhicules-moteurs un permis les autorisant à chauffer sans licence lorsqu'elles sont accompagnées d'un chauffeur ou conducteur licencié, jusqu'à ce qu'elles aient acquis la compétence nécessaire à l'obtention d'une licence;

Il est ordonné que, sur paiement d'un honoraire de une piastre et cinquante sous par mois, on émette un permis autorisant son détenteur à conduire sans licence durant une période de temps qui n'excédera pas deux mois, pourvu qu'il soit accompagné d'un chauffeur ou opérateur licencié, et que le montant précité de une piastre et cinquante sous par mois soit ensuite imputé au paiement de l'honoraire de licence, si le détenteur du permis sollicite cette licence, pour la même année de licence.

Le greffier du Conseil exécutif,

1199

A. MORISSET.

Quebec, 22nd March, 1918.

Present :—The Administrator in Council.

Whereas article 1429 of the Revised Statutes Quebec, 1909, as reenacted by the Act 8 George V, chapter 26, provides for the granting to persons wishing to learn to drive motor vehicles of a permit which will allow them to drive without a license, when accompanied by a licensed chauffeur or operator, until such time as they become sufficiently competent to obtain a license;

It is ordered that a permit be issued upon payment of a fee of one dollar and fifty cents per month, allowing the bearer thereof to drive without a license for a period of time not exceeding two months, provided he be accompanied by a licensed chauffeur or operator, and that the above mentioned sum of one dollar and fifty cents per month be later applied on the payment of the license fee in case the bearer of the permit applies for such license for and during the same license year.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

1200

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]

HORACE ARCHAMBEAULT.  
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

## PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Asst.-Procureur-Général.* | ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autre choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants"; Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Rimouski, dans le district de Rimouski, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Ouimet";

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Ouimet", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Rimouski, dans le dit district de Rimouski, dans notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de notre dite Province, savoir:

Le territoire à être érigé en canton sous le nom de "canton Ouimet", dans le comté de Rimouski, est borné vers le nord-ouest par le canton Neigette, vers le nord-est par le canton Massé, vers le sud-est par les terres vacantes de la Couronne, vers le sud-ouest, par le canton Flynn (projeté) et le canton Macpès; ses limites sont décrites comme suit, savoir:

Partant du coin sud du canton Neigette, qui est aussi le coin ouest dudit canton Ouimet la ligne sud-est dudit canton Neigette, longue de six cent vingt-sept (627) chaînes, plus ou moins, suivant la direction nord quarante-cinq degrés Est (N. 45° E.) astronomique, ou environ, telle qu'établie sur le terrain, jusqu'au coin sud du canton Fleuriau, qui est aussi le coin ouest du canton Massé et les coins respectifs Est et nord desdits cantons Neigette et Ouimet; de là, la ligne sud-ouest du canton Massé, longue de six cent quarante-trois chaînes et douze chaînons (643.12 chs.), plus ou moins, dans une direction générale sud-est astronomique, ou environ, telle qu'encore établie sur le terrain jusqu'au coin sud de ce même canton; de ce coin, qui est aussi le coin est, dudit canton Ouimet une ligne, telle que

## Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]

HORACE ARCHAMBEAULT.  
GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

## PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.* | WHEREAS in and by an Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intitulé: "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that, "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec in which township are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof;" And Whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Rimouski, in the district of Rimouski, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of "Ouimet".

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of "Ouimet", that certain tract of our waste lands situated and being in the county of Rimouski, in the said district of Rimouski, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honourable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit:

The territory to be erected into a township under the name of "Township of Ouimet", in the county of Rimouski, is bounded towards the north west by the township of Neigette, towards the north east by the township of Massé, towards the south east by the waste lands of the Crown and towards the south west by the township of Flynn (projected) and the township of Macpès; its limits are the following, to wit:

Commencing at the south corner of the township of Neigette, which is also the west corner of said township of Ouimet, the south east line of said township of Neigette, six hundred and twenty-seven (627) chains long, more or less, running north forty-five degrees east (N. 45° E.) astronomically or thereabout, as established on the ground, to the south corner of the township of Fleuriau, which is also the west corner of the township of Masse and the respective east and north corners of said townships of Neigette and Ouimet; thence, the south west line of the township of Masse, six hundred and forty-three chains, twelve links (643.12 chs.) long, more or less, running in a general south east direction, astronomically, or thereabout, and again as established on the ground, to the south corner

réemment renouvelée sur le terrain jusqu'à la ligne dite "centrale" de ce canton—dans la direction sud quarante degrés cinquante-sept minutes ouest (S. 40° 57' O.) astronomique, ou environ, sur une longueur de trois cent trente-quatre chaînes cinquante chaînons (334.50 chs.), plus ou moins, puis le prolongement de cette dernière ligne telle qu'originellement établie par l'arpenteur L.-S.-E. Grondin en 1875, sur une distance de deux cent quatre-vingt-une chaînes cinquante chaînons (281.50 chs.), plus ou moins, jusqu'au coin Est du canton Flynn, (projeté); de ce coin, qui fait le coin sud dudit canton Ouimet, une ligne déjà établie comme limite sud-ouest de ce canton, dans une direction générale nord-ouest astronomique, ou environ, sur une longueur de six cent quarante-six chaînes et quarante chaînons (646.40 chs.), plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Le canton Ouimet, tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de quarante mille (40,000) acres, plus ou moins, en superficie; tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le dixième jour du mois d'avril prochain sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit dixième jour du mois d'avril prochain un canton sous le nom du canton "Ouimet" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections, ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom du canton "Ouimet" comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, chevalier bachelier, juge en chef de la province de Québec, administrateur du gouvernement de Notre dite province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGT-SIXIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

1213

of said same township; from this corner, which is also the east corner of said township of Ouimet, a line, as recently renewed on the ground, to the line called "central" of this township, in the direction south forty degrees and fifty-seven minutes west (S. 40° 57' W.) astronomically, or thereabouts, and three hundred and thirty-four chains, fifty links, (334.50 chs.) long, more or less, thence the production of this last line, as originally established by land surveyor L.-S.-E. Grondin, in 1875, a distance of two hundred and eighty one chains, fifty links (281.50 chs.), more or less, to the east corner of the township of Flynn (projected); from this corner, which is also the south corner, of the township of Ouimet, a line previously established as the south west limit of this township in a general north westerly direction, astronomically, or thereabout, and six hundred and forty-six chains and forty links (646.40 chs.), more or less, to the point of commencement.

The township of Ouimet as hereabove bounded, is of forty thousand (40,000) acres, more or less, in superficial area; as the whole appear on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the tenth day of the month of April next, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect and that the said tract of land so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on, from and after the said tenth day of the month of April next, a township by the name of the township of "Ouimet", to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township of Ouimet.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, Knight Bachelor, Chief Justice of the Province of Quebec, Administrator of the Government of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-SIXTH day of MARCH in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,  
C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

966

## CHAMBRE DES COMMUNES

## HOUSE OF COMMONS

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE  
BILLS PRIVÉSCONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR  
PRIVATE BILLS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doivent être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis, et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation.*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque, une compagnie d'assurance, une compagnie de garantie, une compagnie de prêt ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prolongation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Com-

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such work, and also to the secretary of the province in which such works are or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspapers, as follows ;

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto—in the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see

munes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le Greffier de la Chambre des Communes  
369-5-13

the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

The Clerk of the House of Commons  
370-5-13

### Lettres patentes

#### "La Meunerie Modèle, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Fabien Plourde, cultivateur, Rivière-du-Loup; Jos. Plourde, cultivateur, Rivière-du-Loup; Jean-Baptiste Dansereau, gentilhomme; Jean-François Pouliot, avocat, de Fraserville; Edouard Côté, cultivateur, Cacoua; dans les buts suivants:

Exercer un commerce général de grains et de farine, ainsi que de leurs produits et sous produits, en gros et en détail; moudre toutes les espèces de grains, faire le pain et exercer le commerce de boulangerie; acheter, vendre, échanger, détenir, louer toutes machineries généralement en usage dans un moulin à farine et dans une boulangerie; acheter, vendre, échanger, louer, détenir, améliorer, cultiver ou autrement disposer d'aucunes propriétés et terres; faire l'élevage des animaux;

Émettre des parts acquittées, des obligations, des débiteures ou d'autres valeurs en paiement total ou partiel d'aucune propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, des services rendus ou à rendre à la corporation, des droits, baux, commerce, franchise, entreprises, pouvoirs, privilèges ou des autres avantages que la présente compagnie pourra légalement acquérir; tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables, sous le nom de "La Meunerie Modèle, limitée", avec un capital social de quinze mille piastres (\$15,000.00), dont dix mille piastres (\$10,000.00) d'actions privilégiées et cinq mille piastres (\$5,000.00) de commun, divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
1215-13-2 C.-J. SIMARD.

#### "L. Mercier & Fils, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 mars 1918, constituant en corporation M.M. J.-A.-Napoléon Fauteux, J.-Clovis Dagenais, J.-H.-Pierre Pelletier, courtiers, Arthur Clément et Adrien Lefebvre, comptables, tous cinq de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce général de constructeur et entrepreneur ou toutes autres choses s'y rapportant, agir comme courtier, facteur ou agent, et exercer généralement aucun genre d'affaires commerciales; vendre, acheter, arrenter ou autrement céder les droits et biens de la compagnie ou pour la compagnie, en tout ou en partie; faire toutes

### Letters patent

#### "La Meunerie Modèle, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1918, incorporating Fabien Plourde, farmer, Rivière-du-Loup; Jos. Plourde, farmer, Rivière-du-Loup; Jean-Baptiste Dansereau, gentleman; Jean-François Pouliot, barrister, of Fraserville; Edouard Côté, farmer, of Cacoua; for the following purposes:

To carry on a general grain and flour business, as well as the products and by-products thereof, wholesale and retail; to grind all kinds of grain, bake bread and carry on the business of bakers; to buy, sell, exchange, hold, lease all the machinery generally utilized in a flour-mill and bakery; to buy, sell, exchange, lease, hold, improve, cultivate or otherwise dispose of any property and lands; to breed live stock;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any real or personal, moveable or immoveable property, services rendered or to be rendered to the corporation, rights, leases, business, franchises, undertakings, powers, privileges or other advantages which the present company may legally acquire; to draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments, under the name of "La Meunerie Modèle, limitée" with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), being made up of ten thousand dollars (\$10,000.00) of preferred stock and five thousand dollars (\$5,000.00) of common stock, divided into fifteen hundred (1,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Fraserville, in the district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,  
1216-13-2 Assistant Provincial Secretary.

#### "L. Mercier & Fils, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth March, 1918, incorporating Messrs. J.-A.-Napoléon Fauteux, J.-Clovis Dagenais, J.-H.-Pierre Pelletier, brokers, Arthur Clément and Adrien Lefebvre, accountants, all five of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of builders and contractors or any other trades incidental thereto, to act as broker, factor or agent, and generally to carry on any business transactions; to sell, buy, lease or otherwise dispose of the rights and property of the company or for the company, in whole or in part; to do all things germane to the

autres choses reliées aux fins et objets ci-dessus et propres à les atteindre, se joindre toutes personnes et compagnies faisant semblable commerce, acheter des immeubles et les construire, les vendre, hypothéquer, changer et arrenter des mêmes immeubles, sous le nom de "L. Mercier & Fils Limitée", avec un capital social de trois mille piastres (\$3,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
1009—12-2 C.-J. SIMARD.

**"Ricketts' Club, Incorporated".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Frank Callaghan, François-Xavier Biron, avocats; Alfred Tracey, comptable; Alice Thérberge et Ethel-May Peirce, sténographes, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir et tenir une maison de club dans la cité de Montréal, pour fins d'amusement et de récréation ;

Organiser une association ou un cercle pour fins de récréation, d'instruction et d'amusement ;

Acquérir et posséder la propriété immobilière qui pourra être nécessaires à ces fins, et la vendre, la louer et la grever ;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations pour garantir aucun montant ainsi emprunté et ;

Faire toutes les actes qui se rattachent ou conduisent à l'accomplissement d'aucun des objets précités, sous le nom de "Ricketts' Club, Incorporated", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
1101—12-2 C.-J. SIMARD.

**"L'Imprimerie D'arthabaska, incorporée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Gustave Perrault, conseil du Roi; Charles-Robert Garneau, notaire; et Zéphirin Nault, imprimeur, Arthabaska; Antonio Perrault, conseil du Roi et Maxime Raymond, avocat; Montréal, dans les buts suivants :

Publier un journal en français et publier un journal en anglais; faire le commerce d'imprimerie, de librairie et de reliure; acquérir des machines, presses et tout le mobilier nécessaire pour publier un journal en français et un journal en anglais en cette province; acquérir tout ce qui est nécessaire pour faire le commerce d'imprimerie, de librairie et de reliure; se joindre à d'autres compagnies pour la publication d'un journal en français et d'un journal en anglais et faire le commerce d'imprimerie, de librairie et de reliure, faire tout le commerce se rattachant à l'imprimerie,

above purposes and objects and conducive to the attainment of same; to amalgamate with any persons or companies carrying on a similar business, to buy immovables and to build on, sell, hypothecate, exchange and lease same under the name of "L. Mercier & Fils, Limitée", with a capital stock of three thousand dollars (\$3,000.00) divided into one hundred and fifty (150) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the City of Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,  
1100—12-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Ricketts' Club, Incorporated".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1918, incorporating M.M. Frank Callaghan, François-Xavier Biron, advocates; Alfred Tracey, accountant; Alice Thérberge and Ethel-May Peirce, stenographers, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire and maintain a club house in the city of Montreal, for the purposes of amusement and recreation ;

To form an association or club for the purposes of recreation, instruction and amusement ;

To acquire and hold such immovable property as may be necessary for its purposes, and to sell, lease and hypothecate the same ;

To borrow money and to issue bonds to secure any sum so borrowed ; and,

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Ricketts' Club, Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,  
1102—12-2 Assistant Provincial Secretary.

**"L'Imprimerie D'arthabaska, incorporée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1918, incorporating Gustave Perrault, King's Counsel; Charles-Robert Garneau, notary; and Zéphirin Nault, printer, of the town of Arthabaska; Antonio Perreault, King's Counsel; and Maxime Raymond, barrister of the city of Montreal, for the following purposes :

To publish one French and one English newspaper; to carry on the business of printers, booksellers and binders; to acquire the machinery, presses and necessary equipment to publish one French and one English newspaper in this Province; to acquire everything necessary to carry on the business of printers, booksellers and to amalgamate with other companies for the publication of one French and one English newspaper and the carrying on of the business of printers, booksellers and binders; to carry on any other business incidental to printing, book-

librairie et reliure et la publication de deux journaux; payer pour l'acquisition d'un journal en français et d'un journal en anglais, de leurs presses et de tout ce qui sert à leur publication ainsi que tout le stock d'imprimerie, de librairie et de reliure au moyen d'actions acquittées de la dite compagnie; vendre ou louer ou échanger ou donner les dits journaux, leurs presses et tout le mobilier qui se rapporte à leur publication ainsi qu'au commerce d'imprimerie, de librairie et de reliure; acquérir par vente ou autrement ou louer ou construire des immeubles nécessaires aux fins de la publication des dits journaux et du dit commerce d'imprimerie, de librairie et de reliure, sous le nom de "L'Imprimerie d'Arthabaska, incorporée", avec un capital social de dix-huit mille piastres (\$18,000.00), divisé en cent quatre-vingts actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
1103-12-2 C.-J. SIMARD.

selling and binding and the publication of two newspapers; to pay for the acquisition of one French and one English newspaper, together with the presses and everything used in the publication of same, the stationery, binding and printing stock with paid up shares of the company; To sell or lease or exchange or hand over the said newspapers, the presses and plant used in the publication of same and the business of printers, booksellers and binders; to acquire by sale or otherwise, lease or erect the buildings necessary for the publication of said newspapers and said business of printers booksellers, and binders, under the name of "L'Imprimerie d'Arthabaska Incorporée" with a capital stock of eighteenth thousand dollars (\$18,000.00), divided into one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Arthabaska, district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,  
1104-12-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Boucher, Lacroix & Fiset, Limitée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12 mars 1918, constituant en corporation M.M. Fabien-Philias Boucher, William Lacroix, Louis Fiset, tous trois commerçants; et Anna Lacroix, épouse séparée de biens de Philias Boucher, Georgianna Gadbois, épouse séparée de biens de William Lacroix; et Héloïse Boucher, épouse séparée de biens de Louis Fiset, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et produits, mais plus spécialement des vêtements de toutes sortes, habits, pardessus, manteaux, des chaussures et bottines de tous les genres, claques, chaussettes; des chapeaux et coiffures de toutes sortes, des merceries, des cols, faux cols, collets, cravates, des sous-vêtements, des malles, sacs de voyage, valises, porte-manteaux, des parapluies et cannes, des bijoux et articles de toilette, des parfums et poudres, des bas, des bretelles, des gants, des mouchoirs et autres articles en toile, coton, drap, serge, laine ou tout autre tissu;

Acheter ou autrement acquérir tous les droits, le commerce, l'actif et le passif, l'achalandage, le nom, la clientèle, les privilèges, les droits de toutes compagnies, sociétés commerciales, personnes, et plus spécialement des sociétés commerciales "Boucher & Lacroix" et "Boucher, Lacroix & Fiset", et payer lesdits achats ou acquisitions, en argent, marchandises ou actions entièrement acquittées de la compagnie ou de toutes autres compagnies;

Publier des catalogues, brochures, circulaires de tous genres et généralement d'annoncer de toutes manières des produits et marchandises;

Acheter, louer, ou autrement acquérir des immeubles de tous genres et de les vendre, louer, hypothéquer, ou autrement disposer et transporter;

Agir comme agents à commission;

Acheter ou autrement acquérir des actions dans les compagnies faisant le même commerce; se fusionner, se vendre ou se louer, ou autrement disposer de son actif et de son passif, de ses droits et privilèges et recevoir en paiement des actions

**"Boucher, Lacroix & Fiset, Limitée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1918, incorporating Messrs. Fabien-Philias Boucher, William Lacroix, Louis Fiset all three traders, and Anna Lacroix, wife separated as to property of Philias Boucher, Georgianna Gadbois, wife separated as to property of William Lacroix, and Héloïse Boucher, wife separated as to property of Louis Fiset, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal wholesale and retail in all kinds of merchandise and products, but more particularly in wearing apparel of all kinds, suits, overcoats, cloaks, boots and shoes of all kinds, rubbers, socks, hats and caps of all kinds, haberdashery, collars, cravats, under garments, trunks, travelling bags, valises, satchels, umbrellas and canes, jewelry and toilet articles, perfumes and powders, stockings, braces, gloves, handkerchiefs and other articles in linen, cotton, cloth, serge, wool or any other textile;

To purchase, or otherwise acquire all the rights, assets and liabilities, custom, name, goodwill, privileges, rights of any companies, commercial partnerships, persons and more especially of the commercial partnership "Boucher & Lacroix" and "Boucher, Lacroix & Fiset", and pay for such purchases or acquisitions in cash, merchandise or fully paid up shares of the company or of any other companies;

To publish catalogues, pamphlets, circulars of all kinds and generally advertise products and merchandise in any manner;

To purchase, lease or otherwise acquire immovables of all kinds and sell, lease, hypothecate, or otherwise dispose of and transfer same;

To act as commission agents;

To purchase or otherwise acquire shares in companies carrying on a similar business; to amalgamate with, sell, lease or otherwise dispose of the assets and liabilities, rights and privileges of the company and receive in pay

acquittées ou des obligations de toute autre compagnie ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie des biens meubles ou immeubles, et particulièrement des actions, des obligations, des garanties de toute autre compagnie, société commerciale ou personne ;

Placer de l'argent de la compagnie non requis immédiatement pour les fins de son commerce sur des immeubles ou sur des obligations de toute nature garanties par hypothèque ;

Acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, et demander l'enregistrement d'icelles ;

Construire, améliorer, donner à loyer, acquérir de toutes manières des magasins, manufactures, bâtisses de toutes sortes ;

D'émettre et de distribuer des actions ordinaires et privilégiées, obligations et autres garanties de la compagnie et de les donner en paiement de dettes et de services rendus, soit par ses officiers, employés, actionnaires, ou pour toute autre compagnie, société commerciale ou personne ;

De donner en garantie ou en échange ses actions, obligations, biens meubles et immeubles ;

Les pouvoirs mentionnés dans les paragraphes précédents ne sont en aucune façon limités ou restreints par référence ou à inférence des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Boucher, Lacroix & Fiset, limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
1105-12-2 C.-J. SIMARD.

ment paid up shares or bonds of any other company ;

To distribute among the shareholders of the company moveable or immoveable property and especially the shares, bonds, securities of any other company, partnership or person ;

To invest the money of the company not immediately required for the purposes of its business in immoveables or in bonds of any nature secured by hypothec ;

To purchase or otherwise acquire any trade marks and apply for to have same registered ;

To construct, improve, lease, acquire in any manner shops, factories, buildings of all kinds ;

To issue and distribute common and preferred shares, bonds and other securities of the company and give same in payment for debts and services rendered, either by its officers, employees, shareholders, or for any other company, partnership or person ;

To give its shares, bonds, moveable and immoveable property as security or in exchange

The powers mentioned in the preceding paragraphs are in nowise limited or restricted by reference to or inference with the terms of any other paragraph, under the name of "Boucher Lacroix & Fiset, limitée", with a capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,  
1106-12-2 Assistant Provincial Secretary.

## Département de l'instruction publique

## Department of Public Instruction

278-18.

Québec, 26 mars 1918.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 22 mars 1918, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lamotte", tout le territoire compris dans le canton Lamotte, comté de Témiscamingue. Ce territoire n'appartient à aucune municipalité scolaire organisée. 1203

278-18.

Quebec, 26th March, 1918.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by order in Council dated the 22nd March, 1918, to erect into a distinct school municipality, under the name of "Lamotte" all the territory comprised within the township of Lamotte, county of Temiscaming. This territory forms no part of any organized school municipality. 1204

2735-17.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 22 mars 1918, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Christophe, dans le comté d'Arthabaska, la moitié sud-ouest du lot No 8 du rang 1, étant tout le No 2 du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Victoire, même comté.

1201

2735-17.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 22nd March, 1918, to detach from the school municipality of Saint Christophe, in the county of Arthabaska, the south west half of the lot No. 8 of range 1, being the whole of lot No. 2 of the official cadastre of the village of Arthabaskaville, and to annex same to the school municipality of Sainte-Victoire, same county. 1202

## Département du trésor

## Treasury Department

Avis est par le présent donné que la "Westmount Soldiers' Wives League" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet d'apporter aux femmes, parents et amis de tous les soldats, soit officiers, officiers non-commissionnés ou aux membres de l'état-major, du corps permanent de la milice active du Canada, des relations étroites et sympathiques pour les uns et les autres, qu'ils soient malades ou en santé, ils pourront s'aider et s'assister mutuellement entre eux, ainsi que leurs familles dans les temps de difficultés, de peine et de détresse; et aussi pourvoir au confort des hommes en service actif, le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public—tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, datée du huitième jour de mars 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt et unième jour de mars 1918.

Le surintendant des assurances,  
EDW.-E. DUCKWORTH.  
Pour le trésorier de la province de Québec.  
1181—13-2

Notice is hereby given that the "Westmount Soldiers' Wives League" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to bring wives, relations and friends of all soldiers, whether officers, non-commissioned officers or men of the staff, permanent corps and active militia of Canada, into closer touch and sympathy with one another, so that whether in sickness or in health, they may be able mutually to aid and assist one another and their families in time of difficulty, trouble and distress; also to provide comforts for our men on active service, the whole by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts and donations from its members or from the public—as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council, dated the eighth day of March, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty first day of March 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,  
Superintendent of insurance.  
For the Treasurer of the Province of Quebec.  
1182—13-2

## Ministère de l'agriculture

## Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Léandre Leduc, cultivateur, de la paroisse de Saint-Timothée, comté de Beauharnois, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Timothée-de-Beauharnois", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Timothée, dans le comté de Beauharnois.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 19 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,  
1191 JOS.-ED CARON.

Notice is hereby given that under the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Léandre Leduc, farmer, of the parish of Saint Timothée, county of Beauharnois, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Timothée-de-Beauharnois", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Timothée, in the county of Beauharnois.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 19th March, 1918.

1192 JOS.-ED CARON,  
Minister of Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur John-R. McDowell, cultivateur, de Shawville, dans le comté de Pontiac, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "The Pontiac Wool Growers' and Sheep Breeders' Co-operative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Shawville, dans le comté de Pontiac.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux,

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. John-R. McDowell, farmer, of Shawville, county of Pontiac, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "The Pontiac Wool Growers' and Sheep Breeders' Co-operative Agricultural Association", with its principal place of business in the municipality of the village of Shawville, in the county of Pontiac.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, com-

d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce 20 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,  
1193 JOS.-ED CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Eusèbe Messier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Wilfrid, comté de Stanstead, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Wilfrid-de-Barnston", avec sa principale place d'affaires à Kingscroft, dans la municipalité du canton de Barnston, dans le comté de Stanstead.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 22 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,  
1189 JOS.-ED CARON.

mercantile fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 20th March, 1918.

JOS.-ED CARON,  
1194 Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that under the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Eusèbe Messier, of the parish of Saint Wilfrid, county of Stanstead, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Wilfrid-de-Barnston", with its chief place of business at Kingscroft, in the municipality of the township of Barnston, in the county of Stanstead.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 22nd March, 1918.

JOS.-ED CARON,  
1190 Minister of Agriculture.

### Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Bedford. No 70. Cour supérieure. Dame Selina Guibault, épouse de Tyron-W. Schoolcraft, journalier, du canton de Potton, district de Bedford, demanderesse ; vs le dit Tyron-W. Schoolcraft, défendeur.

Une action en séparation de biens a été formée contre le défendeur en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,  
C.-A. NUTTING.  
Sweetsburg, 19 mars 1918. 1133—5-2

Province de Québec, district de Terrebonne. No 208. Cour supérieure. Dame Marie-Louise Lafrance, de Montfort, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Alphonse Alluisi, cultivateur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Alphonse Alluisi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

L'avocat de la demanderesse,  
F.-P. TREMBLAY.  
Sainte-Scholastique, 20 mars 1918. 825—12-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 273. Dame Elmire Laverdière, des cité et district de Montréal, épouse de Henri Lachance, entrepreneur, du même lieu, a, le 9 mars 1918 intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Le procureur de la demanderesse,  
C.-A. ARCHAMBAULT.  
Montréal, 9 mars 1918. 947—11-5

### Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Bedford. No. 70. Superior Court. Dame Selina Guibault, wife of Tyron-W. Schoolcraft, of the township of Potton, in the district of Bedford, laborer, plaintiff ; vs the said Tyron-W. Schoolcraft, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant herein.

C.-A. NUTTING,  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 19th March, 1918. 1134—12-2

Province of Quebec, district of Terrebonne. No. 208. Superior Court. Dame Marie-Louise Lafrance, of Montfort, in the district of Terrebonne, wife common as to property of Alphonse Alluisi, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice* plaintiff ; vs the said Alphonse Alluisi, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, in this case.

F.-P. TREMBLAY,  
Attorney for plaintiff.  
Sainte Scholastique, 20th March, 1918. 826—12-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 273. Dame Elmire Laverdière, of the city and district of Montreal, wife of Henri Lachance, contractor, of same place, has, on 9th of March, 1918, instituted an action in separation as to property against her husband.

C.-A. ARCHAMBAULT,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 9th of March, 1918, 948—11-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2959. Dame Parmelia Charbonneau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ovide Thouin, commis, du même lieu, demanderesse ; vs ledit Ovide Thouin, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

La demanderesse en cette cause a formé une demande en séparations de biens le 7 mars 1918.

Le procureur de la demanderesse,

J.-L. GODIN.  
Montréal, le 14 mars 1918. 1095—12-5

Province de Québec, district de Montréal, No 4752, Cour supérieure. Mary Huot, épouse commune en biens de Moïse Rodrigue, autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Moïse Rodrigue, entrepreneur-peintre, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur par la demanderesse.

L'avocat de la demanderesse,

HORACE-J. GAGNÉ.  
Montréal, 6 mars 1918. 959—11-5

Canada, province de Québec, district de Kamouraska. Cour supérieure. No 6329.

Dame Ernestine Tremblay, de Saint-Cyprien, épouse commune en biens de Joseph Morin, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs Joseph Morin, marchand de Saint-Cyprien, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 7ième jour de mars 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

TASCHEREAU, ROY, CANNON,  
PARENT & CASGRAIN.  
Fraserville, 12 mars 1918. 1013—11-4

Canada, province de Québec, district de Québec, No 648. Dame Joséphine Bernier, épouse de Gédéon Beaudoin, judiciairement autorisée à ester en justice, de la cité de Lévis, demanderesse, vs ledit Gédéon Beaudoin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,

BERNIER, BERNIER & deBILLY.  
Québec, le 13 mars 1918. 1059

Province de Québec, cour supérieure, district d'Ottawa, No 4705. Dame Mary McNulty, dûment autorisée, épouse de James Cosgrove, cultivateur, du canton de Lochaber, a, le vingt et unième jour de février 1918, institué une action en séparation de biens contre son époux.

L'avocat de la demanderesse,

J. TALBOT.  
Hull, 1er mars 1918. 815—10-4

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 4712. Dame Lily Lusignan, épouse commune en biens d'Arthur Robillard, comptable, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs le dit Arthur Robillard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 février 1918.

Le procureur de la demanderesse,

L.-C. MEUNIER.  
Montréal, 28 février 1918. 817—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2959. Dame Parmelia Charbonneau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ovide Thouin, clerk, of the same place, plaintiff ; vs the said Ovide Thouin, of the city and district of Montreal, defendant.

The plaintiff in this cause has taken an action for separation as to property on the 7th March, 1918.

J.-L. GODIN,

Attorney for plaintiff.  
Montreal, 14th March, 1918. 1096—12-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4752, Superior Court. Mary Huot, wife common as to property of Moïse Rodrigue, authorized to ester en justice, plaintiff ; vs Moïse Rodrigue, master painter, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant by the plaintiff.

HORACE-J. GAGNÉ,

Attorney for plaintiff.  
Montreal, 6th March, 1918. 960—11-5

Canada, province of Quebec, district of Kamouraska. Superior Court. No. 6329.

Dame Ernestine Tremblay, of Saint Cyprien, wife common as to property of Joseph Morin, merchant, of the same place, plaintiff ; vs Joseph Morin, merchant, of Saint Cyprien, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 7th day of March, 1918.

TASCHEREAU, ROY, CANNON,

PARENT & CASGRAIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Fraserville, 12th March, 1918. 1014—11-4

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 648. Dame Joséphine Bernier, wife of Gedeon Beaudoin, of the city of Lévis, judicially to ester en justice, plaintiff ; vs the said Gedeon Beaudoin, of the said place, defendant.

An action in separation of property has been instituted, this day, in this cause by plaintiff against defendant.

BERNIER, BERNIER & deBILLY,

Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 13th March, 1918. 1060

Province of Quebec, Superior Court. District of Ottawa. No 4705. Dame Mary McNulty, duly authorized, wife of James Cosgrove, farmer, of the township of Lochaber, has, the twenty-first day of February, 1918, instituted an action in separation as to property against her husband.

J. TALBOT,

Attorney for plaintiff.  
Hull, 1st March, 1918. 816—10-4

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 4712. Dame Lily Lusignan, wife common as to property of Arthur Robillard, book-keeper, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Arthur Robillard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th of February, 1918.

L.-C. MEUNIER,

Attorney for plaintiff.  
Montreal, 28th February, 1918. 818—10-5

Province de Québec, district de Québec. No 462. Cour supérieure. Dame Anna McKenzie, épouse de Joseph Breton, menuisier, de la paroisse de Saint-Gervais, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Breton, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 février 1918.

Les procureurs de la demanderesse,  
DROUIN & AMYOT.

Québec, 2 mars 1918. 821—10-5

Province de Québec, district de Richelieu, cour supérieure, No 6225. Dame Rose-Alma Beaudreault du village de Masueville, district de Richelieu, épouse de Jean-Baptiste Giguère, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Giguère, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de mars 1918.

Le procureur de la demanderesse,  
C.-J.-C. WURTELE.

929

Province de Québec, district de Montréal. No 1891. Cour supérieure. Dame Elizabeth-Léa Beauvais, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Gustave Beauvais, du même lieu, et dûment autorisée par cette cour, à ester en justice, demanderesse; vs Gustave Beauvais du même lieu défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour de janvier 1918.

Les avocats de la demanderesse,  
PELLETIER, LETOURNEAU,  
BEAULIEU & MERCIER.

Montréal, 22 février 1918. 741—9-5

Province de Québec, district de Montréal, No 256, cour supérieure. Dame Mathilda Richard des cité et district de Montréal, épouse d'Edmond Trahan, du même endroit, entrepreneur, demanderesse; vs Le dit Edmond Trahan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

L'avocat de la demanderesse,  
881—10-2 RENE CHENEVERT.

Cour supérieure, Arthabaska, No 366. Dame Caroline Chrétien, de Victoriaville, épouse commune en biens du défendeur, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Paul Boucher, manufacturier, de Victoriaville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 décembre 1917.

Le procureur de la demanderesse,  
879—10-5 AUGUSTE QUESNEL.

Province of Quebec, district of Quebec. No. 462. Superior Court. Mrs. Anna McKenzie, of Saint Gervais, wife of Joseph Breton, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Joseph Breton, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause, the 25th day of February, 1918.

DROUIN & AMYOT,  
Solicitors for plaintiff.

Quebec, 2nd March, 1918. 822—10-5

Province of Quebec, district of Richelieu, superior court, No. 6225. Dame Rose-Alma Beaudreault, of the village of Massueville, in the district of Richelieu, wife of Jean-Baptiste Giguère, butcher, of the same place, duly authorized to "ester en justice"; plaintiff; vs the said Jean-Baptiste Giguère, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the sixth day of March, 1918.

C.-J.-C. WURTELE,  
Attorney for plaintiff.

930

Province of Quebec, district of Montreal. No. 1891. Superior Court. Dame Elizabeth-Léa Beauvais, wife common as to property of Gustave Beauvais, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Gustave Beauvais, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the thirtieth day of January, 1918.

PELLETIER, LETOURNEAU,  
BEAULIEU & MERCIER,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd February, 1918. 742—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 256, Superior Court. Dame Mathilda Richard, of the city and district of Montreal, wife of Edmond Trahan, of the same place, contractor, plaintiff; vs the said Edmond Trahan, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause, this day.

882—10-2 RENE CHENEVERT,  
Attorney for plaintiff.

Superior Court, Arthabaska, No. 366. Dame Caroline Chrétien, wife common as to property of the defendant, of Victoriaville, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Paul Boucher, manufacturer, of Victoriaville, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on 11th December, 1917.

880—10-5 AUGUSTE QUESNEL,  
Attorney for plaintiff.

### Compagnie dissoute

Avis est par le présent donné que la compagnie "Parc Rolland, limitée", constituée en corporation, par lettres patentes de cette province, en date du 9 de juillet 1913, avec sa principale place d'affaires à Montréal, P. Q., est dissoute.

Donné conformément à l'article 6136 S.R.Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
1185 C.-J. SIMARD.

### Company dissolved

Notice is hereby given that the company "Parc Rolland, limitée", incorporated by Letters patent of this Province, dated the 9th July, 1913, with its principal place of business at Montreal, P. Q., is dissolved.

Given pursuant to article 6136, Q.R.S., 1909, this twenty fifth day of March, 1918.

1186 C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Faillite—avis de

## Notices of Bankruptcy

*Re* : Archer & Co., Regd., Québec, marchands de charbon, insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure pour le district de Québec, en date du 22 mars 1918, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,  
(Edifice Bossé).

Québec, 22 mars 1918.

1177

*Re* : Saulnier & Simard, Malbaie, marchands, insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de la Malbaie, en date du 22 mars 1918, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens des dits insolubles.

Les créanciers des dits insolubles sont requis de nous produire leurs réclamations dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,  
(Edifice Bossé).

Québec, le 22 mars 1918.

1179

Province de Québec, district de Montréal, No 54, Cour supérieure. *In re* : Robert Gray et John Dunn, "Gray & Dunn", entrepreneurs, No 14 rue Saint-Jean, Montreal, insolubles.

Avis est par le présent donné que, le 22 mars 1918, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens des dits "Gray & Dunn".

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains, à mon bureau, No 11 rue Saint-Sacrement, Montréal, dans les trente jours de cet avis.

Le curateur,

EDMOND GARNEAU.

Montréal, 26 mars 1918.

1197

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 60. Dans l'affaire de Dame Fortunate Léger, "Z. Legault & Cie", marchande, insolvable.

Avis est donné que, le 26 mars 1918, par ordre de cette cour, nous avons été nommés curateurs aux biens de la sus-nommée.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

Les curateurs,

J.-A. BENOIT,

L.-T.-B. DE GROSBOIS.

Bureau : 20 rue Saint-Jacques.

Montréal, 26 mars 1918.

1221

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 53. Dans l'affaire de Roméo Patry "The Rex Shoe" manufacturier, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens, le 20 mars 1918, pour le bénéfice de ses créanciers, et j'ai été nommé gardien provisoire.

WILFRID CHARTRAND.

Montréal, 25 mars 1918.

1223

*Re* : Archer & Co., Regd., of Quebec, coal merchants, insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Quebec, dated 22nd March, 1918, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors are requested to file us their claims, duly sworn to, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,  
(Bossé Building).

Quebec, 22nd March, 1918.

1178

*Re* : Saulnier & Simard, of Murray Bay, merchants, insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Murray Bay, dated March 22nd, 1918, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvents are requested to file us their claims, duly sworn to, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,  
(Bossé Building).

Quebec, 22nd March, 1918.

1180

Province of Quebec, district of Montreal, No. 54, Superior Court. *In re* : Robert Gray and John Dunn, "Gray & Dunn", contractors, No. 14 Saint John street, Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that, by judgment of the Superior Court, I was, on the 22nd day of March, 1918, appointed curator to the above estate.

All persons having claims against the said insolvents must file same, properly sworn to, at my office, No. 11 Saint Sacrament street, Montreal, within thirty days from this notice.

EDMOND GARNEAU,

Curator.

Montreal, 26th March, 1918.

1198

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 60. In the matter of Dame Fortunate Léger "Z. Legault & Cie", public trader, insolvent.

Notice is hereby given that, on the 26th March, 1918, by order of this Court, we were appointed curators to the property of the above insolvent.

All sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

J.-A. BENOIT,

L.-T.-B. DE GROSBOIS,

Curators.

Office : 20 Saint James street.

Montreal, 26th March, 1918.

1222

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 53. In the matter of Roméo Patry "The Rex Shoe", manufacturer, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his property, on the 20th March, 1918, for the benefit of his creditors, and that I was appointed provisional guardian.

WILFRID CHARTRAND.

Montreal, 25th March, 1918.

1224

## Minutes de notaires—Transfert de

## Notarial minutes transferred

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Percy-C. DuBoycce, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Donald-M. Rowat, notaire public, de la cité de Montréal, et provenant de l'étude de ce dernier pendant qu'il a exercé sa profession dans la ville de Richmond, ainsi que des minutes, répertoire et index des feus notaires Charles-P. Cleveland, Eugène Sicotte et Siméon Fraser, dont ledit Donald-M. Rowat, est le dépositaire. 783—9-5

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Percy-C. DuBoycce, esq., notary public, residing and practising in the town of Richmond, district of Saint Francis, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Donald-M. Rowat, Esq., notary public, of the city of Montreal, being the records from the office of the latter while practising his profession in the town of Richmond, and also the minutes, repertory and index of the late Charles-P. Cleveland, Eugène Sicotte and Siméon Fraser, notaires, which were transferred to said Donald-M. Rowat. 784—9-5

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Joseph-Alfred Nadeau, notaire public, résidant à Outremont et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Edouard-Rivard Dufresne, ci-devant de la cité de Montréal, notaire, et maintenant absent de la province de Québec. 785—9-5

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Joseph-Alfred Nadeau, Esq., notary public, residing at Outremont and practising in the city of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Edouard-Rivard Dufresne, esq., heretofore of the city of Montreal, notary and now absent from the Province of Quebec. 786—9-5

## Ordre de la cour

## Order of the Court

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court.

Lundi, 18 mars 1918.

Monday, the 18th March, 1918.

Présent : Hon. F.-O. DUGAS, J. C. S.

Present : the Honourable F.-O. DUGAS, J. S. C.

Cuthbert Grégoire, demandeur ; vs Edouard Manneville, défendeur ; et Léo Poulette, opposant.

Cuthbert Grégoire, plaintiff ; vs Edouard Manneville, defendant ; and Léo Poulette, opposant.

Vu la requête de Léo Poulette, l'opposant ci-dessus, et allégation d'insolvabilité du défendeur, il est ordonné que les créanciers du défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et deux fois en langue anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire leurs réclamations contre ledit défendeur, sous quinze jours de la première publication du présent avis dans ladite *Gazette Officielle*.

Seeing the petition of Léo Poulette, the aforesaid opposant, and the allegation of insolvency of the defendant, it is ordered that the creditors of the defendant be called by a notice to be published twice in the French and in the English language, in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims against the defendant, within fifteen days from the first insertion of the present notice in said *Official Gazette*.

Par le juge,

By the judge.

Pour vraie copie. Les P. C. S.,  
DUCHARME & RIVEST.  
1121—12-2

A true copy, DUCHARME & RIVEST,  
1122—12-2 P. S. C.

## Vente d'effets non réclamés

## Sale of unclaimed baggage

## AVIS.

## NOTICE.

Le 7 mai 1918, à Montréal, les compagnies de messageries "Canadian", "American" et "National" vendront les effets non réclamés en leur possession, antérieurement au 1er mars 1917, dans leurs divisions respectives.

On 7th May, 1918, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st March, 1917, in their respective divisions.

Le surintendant de la "Canadian Express Company",  
961—11-6 A.-J. SEATON.

A.-J. SEATON,  
Superintendent, Canadian Express Company.  
962—11-6

## Ventes par licitation

## Sales by Licitiation

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 20.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le 14 mars 1918, dans une cause dans laquelle Joseph-C.-Robert, Augustin Choinière, Alcibialde Choinière, J.-Alfred Dérançon, tous quatre commerçants, Louis Paré, bourgeois, Jean-Bte Thibeau et Joseph Thibodeau, artisans, tous de la cité de Granby, dit district, Joseph-Adolphe Desmarteau, artisan, du village de Roxton Falls, dit district; A.-W. Crawford, commis-voyageur, Hector Paré, marchand, et Louis Caron, artisan, tous trois de la cité et du district de Montréal; Damase Robert, Alfred Guillet, Dieudonné Fontaine, Bélonie Viens, tous quatre cultivateurs, du canton de Granby, dit district; Jean-Bte Choinière, cultivateur, de la partie ouest du canton de Farnham, dit district, Arthur Brodeur, Emmanuel Phaneuf, Joseph Parent, Adélarde Authier, Hormidas Parent, Norbert Parent, Joseph Cadieux, Uldège Martin, Jean-Bte Choinière, Noël Choinière, Stanislas Parent, Félix Couture, Joseph L'Heureux, Edouard Croteau et Alphonse Croteau, tous cultivateurs, de la paroisse de Saint-Alphonse, dit district, sont demandeurs; et Joseph Bérard, Joseph Choquette, Ludger-P. Bernard, Georges Balard, Olivier Viens, Joseph-D. Robert, Hormidas Bousquet et Arthur Laporte, tous cultivateurs, du canton de Granby, dit district, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit: 1. Un certain lopin de terre sis et situé audit village de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit village de Granby, comme étant la partie nord du lot de subdivision numéro quatre cent quatre-vingt-trois—dix (483-10); ledit lot de terre mesurant la profondeur qu'il peut avoir à partir d'une distance de 200 pieds au nord de la ligne sud dudit lot numéro 483-10, et de là en allant vers le nord jusqu'à la ligne nord dudit lot No 483-10; 2. Un autre lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, pour ledit village de Granby, comme étant la partie ouest des lots de subdivision numéros 483-4, 483-13 et 483-14; ledit lopin de terre étant borné à l'est par la partie est des mêmes lots appartenant à un nommé Charles Desmarais, ladite partie est appartenant ainsi audit Charles Desmarais, mesurant cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, à partir du côté nord de la rue Principale jusqu'à la ligne nord du dit lot numéro 483-14, telle largeur de cinquante pieds étant mesurée le long du côté nord de ladite rue Principale, et le long de la ligne nord dudit lot numéro 483-14; 3. Tous les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit village de Granby, sous les numéros 483-5, 483-7, 483-8, 483-9, 483-12, 483-15, 483-16, 483-17, 483-18, 483-19, 483-20, 483-23, 483-24, 483-25 "D", 483-25 "F", 483-26, 483-27 "A", 483-27 "B", 483-27 "C", 483-27 "D", 483-27 "E", et 483-27 "F", les terrains sus-décrits contenant une superficie totale de 199,800 pieds de terre en superficie, plus ou moins, avec les dépendances y appartenant.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère, vendus et adjugés, en bloc comme un tout, au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL, 1918, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, au village de Sweetsburg, district de Bedford, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 20.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, on the 14th March, 1918, in a cause wherein Joseph-C. Robert, Augustin Choinière, Alcibialde Choinière, J.-Alfred Derançon all four traders, Louis Paré, gentleman, Jean-Bte Thibeau and Joseph Thibodeau, workmen, all of the city of Granby, said district, Joseph-Adolphe Desmarteau, workmen, of the village of Roxton Falls, said district, A.-W. Crawford, commercial traveller, Hector Paré, merchant, and Louis Caron, workman, all three of the city and district of Montréal; Damase Robert, Alfred Guillet, Dieudonné Fontaine, Belonie Viens, all four farmers, of the township of Granby, said district; Jean-Bte Choinière, farmer, of the west part of the township of Farnham, said district, Arthur Brodeur, Emmanuel Phaneuf, Joseph Parent, Adélarde Authier, Hormidas Parent, Norbert Parent, Joseph Cadieux, Uldege Martin, Jean-Bte Choinière, Noël Choinière, Stanislas Parent, Félix Couture, Joseph L'Heureux, Edouard Croteau and Alphonse Croteau, all farmers, of the parish of Saint-Alphonse, said district, are plaintiffs; and Joseph Berard, Joseph Choquette, Ludger-P. Bernard, George Balard, Olivier Viens, Joseph-D. Robert, Hormidas Bousquet and Arthur Laporte, all farmers, of the township of Granby, said district, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows: 1. That certain piece or parcel of land lying and situate in said village of Granby, known and designated on the official plan and book of reference for said village of Granby, as being the north part of the subdivision lot number four hundred and eighty-three—ten (483-10); the said lot of land comprising in depth the land from a point 200 feet distant north of the south line of the lot number 483-10 thence northerly to the north line of the lot No. 483-10; 2. Another parcel of land known and designated on the official plan and book of reference for said village of Granby, as being the west part of the subdivision lots numbers 483-4, 483-13 and 483-14; said parcel of land being bounded on the east by the east part of same lots belonging to a party called Charles Desmarais, the said east part belonging to the said Charles Desmarais, measuring fifty feet in width, English measure, commencing at the north side of the Main street to the north line of said lot number 483-14, said width of fifty feet being measured along the north line of said Main street, and along the north line of said lot number 483-14; 3. All those lots of land known and designated on the official plan and book of reference, for said village of Granby, under the numbers 483-5, 483-7, 483-8, 483-9, 483-12, 483-15, 483-16, 483-17, 483-18, 483-19, 483-20, 483-23, 483-24, 483-25 "D", 483-25 "F", 483-26, 483-27 "A", 483-27 "B", 483-27 "C", 483-27 "D", 483-27 "E", 483-27 "F", and 483-27 "F", the lots of land above described having a total superficies of 199,800 feet, more or less, with the dependencies appertaining thereto.

The immovables above described will be put up to auction, sold and adjudged *en bloc*, as a whole to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of APRIL, 1918, sitting the Court, in the Court room, at the village of Sweetsburg, district of Bedford, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the

greffe du protonotaire de ladite cour ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge, ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Le procureur des demandeurs,  
F.-X.-A. GIROUX,  
Sweetsburg, 15 mars 1918. 1107—12-2

Canada, province de Québec, district de Joliette, cour supérieure, No 7762. Mederic Evans, demandeur ; vs Achille Evans et al, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le 21<sup>ème</sup> jour de février 1918, dans une cause dans laquelle Méderic Evans, menuisier, du village de Repentigny, district de Joliette, est demandeur ; et Achille Evans, maçon, de la paroisse de Repentigny, district de Joliette ; Alexina Evans, fille majeure résidant en lieux inconnus ; Rose-Blanche Evans, épouse de Noel Meunier ; Rosilda alias Rosalie Evans, épouse de Narcisse Laporte ; Valéda Evans, épouse de Alexis Ouellet ; Victoria Evans, épouse de Ovila David ; tous des cité et district de Montréal, et lesdits Meunier, Laporte, Ouellet, David, partie aux présentes aux fins d'autoriser leur dite épouse, défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un emplacement situé dans la paroisse de Repentigny, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous les Nos 66 et 67, contenant en superficie, le premier lot, environ 7 perches et 12 pieds, et le second lot environ 8 perches et 48 pieds—bâti de maison et autres dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1918, à ONZE heures a. m., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Joliette, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Les avocats du demandeur,  
BESSETTE & DUGAS,  
Joliette, 23 février 1918. 745—9-5

Province de Québec, district de Terrebonne, No 897, Cour supérieure. Johnnie Champagne *et al.*, demandeurs ; vs Dame Charlotte Champagne *et uxore*, défendeurs. Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 3 octobre 1917, dans une cause dans laquelle Johnnie Champagne, du canton de Grenville, district de Terrebonne, journalier, Jérémie Champagne, de Biggar, dans la province de Saskatchewan, cultivateur, Félix Champagne, du canton d'Arundel, district de Terre-

prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

F.-X.-A. GIROUX,  
Attorney for plaintiffs.  
Sweetsburg, 15th March, 1918. 1108—12-2

Canada, Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court. No. 7762. Mederic Evans, plaintiff ; vs Achille Evans et al, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the 21st day of February, 1918, in a cause in which Mederic Evans, joiner, of the village of Repentigny, district of Joliette, is plaintiff ; and Achille Evans, mason, of the parish of Repentigny, district of Joliette ; Alexina Evans, spinster of unknown parts ; Rose-Blanche Evans, wife of Noel Meunier ; Rosilda alias Rosalie Evans, wife of Narcisse Laporte ; Valéda Evans, wife of Alexis Ouellet ; Victoria Evans, wife of Ovila David ; all of the city and district of Montreal, and the said Meunier, Laporte, Ouellet and David, a party hereto to authorize their wives, Defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

That certain emplacement situate in the parish of Repentigny, known and designated on the official plan and book of reference of said parish under the Nos 66 and 67, containing in area, the first lot, about 7 perches and 12 feet, and the second lot about 8 perches and 48 feet—with a house and other dependencies thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTH day of APRIL, 1918, at ELEVEN o'clock a. m., sitting the Court, in the Court room of the Joliette Court House, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BESSETTE & DUGAS,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd February, 1918. 746—9-5

Province of Quebec, district of Terrebonne, No. 897, Superior Court. Johnnie Champagne *et al.*, plaintiffs ; vs Dame Charlotte Champagne *et uxore*, defendants. Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, on the 3rd October, 1917, in a cause wherein Johnnie Champagne, of Grenville township, district of Terrebonne, laborer, Jérémie Champagne, of Biggar, in the Province of Saskatchewan, farmer, Felix Champagne, of Arundel township, district of Terrebonne, farmer, Georges Champagne, of

bonne, cultivateur, Georges Champagne, d'Arundel, district de Terrebonne, cultivateur, Joseph Champagne, des cité et district de Montréal, journalier, Alexandre Champagne, de Los Angeles, état de la Californie, l'un des états unis d'Amérique, journalier, Dame Alice Champagne, épouse de Georges Marshall, et le dit Georges Marshall tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, du canton d'Arundel, district de Terrebonne, cultivateur, tous enfants de feu Joseph Champagne, en son vivant cultivateur, du canton d'Arundel, district de Terrebonne ;

Cyrille Champagne et Sévère Champagne, tous deux cultivateurs, du canton Chatham, district de Terrebonne, Méline Champagne, institutrice, fille majeure et usant de ses droits, dans le canton Chatham, dit district, tous enfants de Cyrille Champagne; Dame Marie Champagne, épouse de Joseph Poulin, cultivateur, du canton Chatham, district de Terrebonne, et le dit Joseph Poulin tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Olive Champagne, des cité et district de Montréal, veuve de feu Onésime Taillon, en son vivant menuisier, des dits cité et district de Montréal, Annie Champagne, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal ;

Isaïe Larose, veuf de feu Angéline Champagne, cultivateur, de Biggar, dans la province de Saskatchewan, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Alma-Eva Larose, Annie-Méline Larose et Olivine Larose, tous de Biggar, dans la province de Saskatchewan ; Malvina Larose, du même lieu, épouse de Joseph Renaud, journalier, et le dit Joseph Renaud, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Joseph-Philéas Larose, Edmond Larose, de Biggar, dans la province de Saskatchewan, journaliers, Rosanna Larose, épouse de Arthur Burns, cultivateur, de Weir, dans le canton Montcalm, district de Terrebonne, et le dit Arthur Burns tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Angéline Larose, des cité et district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, et Isaïe-Arthur Larose, de Biggar, dans la province de Saskatchewan ;

Philibert Larose, journalier, veuf de feu Vitaline Champagne, de Détroit, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, Angéline Larose, épouse de Gabriel Prévost, de la cité d'Alpena, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, et le dit Gabriel Prévost tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Arséline Larose, épouse de Honoré Jean, journalier, du même lieu, et le dit Honoré Jean tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Ovina Larose, épouse de Charles Hite, journalier, de la cité de Détroit, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, et le dit Charles Hite tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Robertine Larose, épouse de Charles Ritchard, de Rodger City, dans l'un des états unis d'Amérique, et le dit Charles Ritchard, journalier, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Vitaline Larose, fille majeure et usant de ses droits, de la cité d'Alpena, dans l'Etat du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, Victor Larose, épiciier, et Hector Larose, journalier, tous deux de la cité d'Alpena, dans l'un des états unis d'Amérique, et Philippe Larose,

Arundel, district of Terrebonne, farmer, Joseph Champagne, of the city and district of Montreal, laborer, Alexandre Champagne, of Los Angeles, State of California, one of the United States of America, laborer, Dame Alice Champagne, wife of Georges Marshall, and the said Georges Marshall both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, of Arundel township, district of Terrebonne, farmer, all children of the late Joseph Champagne, in his lifetime farmer, of the Arundel township, district of Terrebonne ;

Cyrille Champagne and Sévère Champagne, both farmers, of Chatham township, district of Terrebonne, Méline Champagne, teacher, spinster in the full exercise of her rights, of Chatham township, said district, all children of Cyrille Champagne ; Dame Marie Champagne, wife of Joseph Poulin, farmer, of Chatham township, district of Terrebonne, and the said Joseph Poulin both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Olive Champagne, of the city and district of Montreal, widow of the late Onésime Taillon, in his lifetime joiner, of said city and district of Montreal, Annie Champagne, spinster in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal ;

Isaïe Larose, widower of the late Angéline Champagne, farmer, of Biggar, in the Province of Saskatchewan, both personally and in his quality of tutor to his minor children Alma-Eva Larose, Annie-Melina Larose and Olivine Larose, all of Biggar, in the Province of Saskatchewan ; Malvina Larose, of the same place, wife of Joseph Renaud, laborer, and the said Joseph Renaud both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Joseph-Philéas Larose, Edmond Larose, of Biggar, in the Province of Saskatchewan, laborers, Rosanna Larose, wife of Arthur Burns, farmer, of Weir, in Montcalm township, district of Terrebonne, and the said Arthur Burns both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Angéline Larose, of the city and district of Montreal, spinster in the full exercise of her rights, and Isaïe-Arthur Larose, of Biggar, in the Province of Saskatchewan ;

Philibert Larose, laborer, widower of the late Vitaline Champagne, of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, Angéline Larose, wife of Gabriel Prévost, of the city of Alpena, in the State of Michigan, one of the United States of America, and the said Gabriel Prévost both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Arséline Larose, wife of Honoré Jean, laborer, of the same place, and the said Honoré Jean both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Ovina Larose, wife of Charles Hite, laborer, of the city of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, and the said Charles Hite both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Robertine Larose, wife of Charles Ritchard, of Rodger City, in one of the United States of America, and the said Charles Ritchard, laborer, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Vitaline Larose, spinster in the full exercise of her rights, of the city of Alpena, in the State of Michigan, one of the United States of America, Victor Larose, grocer, and Hector Larose, laborer, both of the city of Alpena, in one of the United States of America, and Philippe Larose, laborer,

journalier, de la cité de Détroit, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, sont demandeurs ; et Dame Charlotte Champagne, épouse de Evangéliste Lafleur, cultivateur, du canton Chatham, district de Terrebonne et le dit Evangéliste Lafleur tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre sise et située dans le canton de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, sous le lot numéro 568—avec bâtisses ci-dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, au village de Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur des demandeurs,

L.-L. LEGAULT.

Sainte-Scholastique, 21 mars 1918. 1183—13-2

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 1007. Dame Ellen Cameron *et al*, demandeurs ; vs Daniel Cameron *et al*, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, sous l'autorité d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, rendu le dix-huit février 1918, dans une cause dans laquelle Dame Ellen Cameron, du canton Grenville et annexe, district de Terrebonne, épouse commune en biens de John-B. Johnson, du même lieu, cultivateur, et ledit John-B. Johnson tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Dame Emma Cameron, de Vankleek Hill, dans le comté de Prescott, dans la province d'Ontario, épouse séparée de biens de William-M. Allison, cultivateur, du même lieu, et ledit William-M. Allison personnellement et pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Jane Cameron, dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, épouse commune en biens d'Alexander O'Neil, contre-maître, du même lieu, et ledit Alexander O'Neil personnellement et pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, sont demandeurs ; et Daniel Cameron, cultivateur, et Louisa Cameron, fille majeure en possession de ses droits, tous deux de Pointe-au-Chêne, dans le canton de Grenville et annexe, district de Terrebonne, et Alexander Cameron, de Marquette, dans l'état du Michigan, dans les états unis d'Amérique, Dame Mary Cameron, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, l'un des états unis d'Amérique, épouse de feu Thomas Farrell, en son vivant journalier, de la cité de New-Jersey, dans les états unis d'Amérique, et Charles Cameron, " prospecteur ", de Dawson City, dans le district du Yukon, Canada, sont

of the city of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, are plaintiffs; and Dame Charlotte Champagne, wife of Evangeliste Lafleur, farmer, of Chatham township, district of Terrebonne, and the said Evangeliste Lafleur both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, are defendants, ordering the licitation of the following immovable designated as follows, to wit :

That certain farm lying and situate in Chatham township, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for said township, under the lot number 568—with the buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTH day of MAY, 1918, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in the village of Sainte-Scholastique, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L.-L. LEGAULT,

Attorney for plaintiffs.

Sainte-Scholastique, 21st March, 1918.

1184—13-2

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 1007. Dame Ellen Cameron *et al*, plaintiffs ; vs Daniel Cameron *et al*, defendants.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Sainte-Scholastique, in the district of Terrebonne, on the eighteenth of February, 1918, in a cause in which Dame Ellen Cameron, of the township of Grenville and augmentation, district of Terrebonne, wife common as to property of John-B. Johnson, of the same place, farmer, and the said John-B. Johnson personally and also to authorize his said wife for the purposes herein, Dame Emma Cameron, of Vankleek Hill, in the county of Prescott, in the Province of Ontario, wife separate as to property of William-M. Allison, farmer, of the same place, and the said William-M. Allison personally and also to authorize his wife for the purposes herein, Dame Jane Cameron, of the City of Ottawa, in the Province of Ontario, wife common as to property of Alexander O'Neil, foreman, of the same place, and the said Alexander O'Neil personally and also to authorize his said wife for the purposes herein, are plaintiffs ; and Daniel Cameron, farmer, and Louisa Cameron, spinster of full age and enjoying her legal rights, both of Pointe-au-Chêne, in the township of Grenville and augmentation, district of Terrebonne, and Alexander Cameron, of Marquette, in the State of Michigan, in the United States of America, Dame Mary Cameron, of the city of New-York, in the State of New-York, one of the United States of America, widow of the late Thomas Farrell, in his lifetime laborer, of the city of New-Jersey, in the United States of America, and Charles Cameron, prospector, of the Dawson City, in the Yukon District,

défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, à savoir :

a. Tout l'assortiment d'un magasin situé à Pointe-au-Chêne, ainsi que les créances, billets et hypothèques se montant à environ \$30,000.00, aussi la propriété immobilière;

b. La partie du lot cadastral No 1, du premier rang de l'augmentation de Grenville, située entre le chemin de fer Canadien Pacifique et la rivière Ottawa ;

c. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville, comme étant les subdivisions 6 et 7 du lot 2, dans le 1er rang de ladite augmentation de Grenville—avec les bâtisses y érigées;

d. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels comme étant la subdivision 5 du lot 2, dans le 1er rang de l'augmentation de Grenville;

e. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville comme étant 3-A, du 1er rang, moins la portion vendue à la corporation épiscopale catholique romaine d'Ottawa pour un cimetière, et aussi la portion vendue à André St-Amant ;

f. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels comme étant 5-B du 6e rang ;

g. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville comme étant 5-B du 8e rang ;

h. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville comme étant 9-A du 10e rang dudit canton ;

i. Un lot connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot 3-B du 1er rang dudit canton—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-haut décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le quatrième jour de mai prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le village de Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, pour être faite à ladite licitation, doit être produite au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication ; et que toute opposition afin de conserver doit être produite dans les six jours suivant l'adjudication ; et, à défaut par les parties de produire ces oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur des demandeurs,

L.-L. LEGAULT.

Sainte-Scholastique, le 24 mars 1918.

1211—13-2

Canada, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

a. All the stock in trade of a store situated at Pointe-au-Chene, and book debts, notes and mortgages amounting to about \$30,000.00 also the following immoveable property;

b. That portion of cadastral lot No. 1, in the 1st range of the augmentation of Grenville, situated between the Canadian Pacific Railway and the Ottawa river;

c. The lot known on the official plan and book of reference for the augmentation of Grenville as subdivisions 6 & 7 of lot 2, in the 1st range of the said augmentation of Grenville—with buildings thereon erected;

d. Lot known on the official plan and book of reference as subdivision 5 of lot 2 in the 1st range of the augmentation of Grenville;

e. Lot known on the official plan and book of reference of the augmentation of Grenville as 3-A, in the 1st range, less the portion sold to the Roman Catholic Episcopal Corporation of Ottawa for a graveyard, and also that portion sold to André St-Amant;

f. Lot known on the official plan and book of reference as 5-B, in the 6th range;

g. Lot known on the official plan and book of reference of the augmentation of Grenville as 5-B in the 8th range;

h. Lot known on the official plan and book of reference of the augmentation of Grenville as 9-A, in the 10th range of the said township ;

i. A lot known and described on the official plan and book of reference as lot 3-B, in the 1st range of the said township—with buildings thereon erected.

The above described immoveable will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the fourth day of May next, sitting the court, in the court room of the court house, in the village of Sainte-Scholastique, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L.-L. LEGAULT,

Attorney for plaintiffs.

Sainte-Scholastique, 24th March, 1918.

1212—13-2

## VENTES PAR LES SHÉRIFS

### BEAUCE

## SHERIFFS' SALES

### BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: LES COMMISSAIRES  
No 139. ) L D'ECOLES du village  
Saint-Joseph-de-Beauce, demandeurs; contre  
JOSEPH JACQUES, défendeur.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: THE SCHOOL COMMIS-  
No. 139. ) SIONERS of the village  
of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiffs; against  
JOSEPH JACQUES, defendant.

Un certain terrain situé en le village de Saint-Joseph-de-Beauce, par le côté sud-ouest de la rue Saint-François-Xavier, étant partie du lot numéro cinq cent quarante-seize (540-16) du cadastre officiel de Saint-Joseph-de-Beauce, contenant le dit terrain cinquante pieds de profondeur sur trente-sept pieds de front au bout nord-est, et trente-trois pieds de front au bout sud-ouest, mesure anglaise pour le tout, et borné comme suit : en front au nord-est à la dite rue Saint-François-Xavier, en arrière au bout de la dite profondeur par partie au numéro 540-16, appartenant à Louis Jacques, d'un côté au sud-ouest au lot numéro 540-17, et de l'autre côté au sud-est par partie du numéro 540-16, appartenant à Louis-Jacques—avec bâtisses et dépendances, à charge d'une rente annuelle foncière de \$4.50, payable le 1er juin de chaque année à Louis Jacques et à charge aussi d'une servitude de chemin mitoyen entre cette partie du numéro 540-16 présentement vendue et la balance du dit numéro appartenant à Louis Jacques.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, à Saint-Joseph-de-Beauce, le DEUXIEME jour de MAI prochain (1918), à DIX heures du matin.

Le shérif de Beauce,  
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 27 mars 1918.  
1231—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : ) FRANÇOIS MORISSETTE  
No 3679. ) SETTE ET AL, deman-  
deurs ; contre ALBERT VEILLEUX, FILS  
D'OCTAVE, défendeur.

1. Un emplacement situé sur le côté sud-est de la rue Alford, et désigné sous le numéro vingt-huit (28), au plan de subdivision dudit terrain fait par l'arpenteur R.-J. Ross, en date du 31 juillet 1909, contenant ledit terrain soixante pieds de largeur sur cent un pieds de profondeur dans la ligne du côté nord-est, et quatre-vingt-dix-sept pieds et quatre pouces dans la ligne du côté sud-ouest, le tout mesure anglaise ; borné en front à ladite rue Alford, à la profondeur à la Fabrique Anglicane, du côté nord-est par George Pozer, et du côté sud-ouest à l'emplacement ci-après décrit ;

2. Un autre emplacement situé au même endroit et du côté sud-ouest de celui sus-décrié, étant le lot numéro vingt-neuf (29) du susdit plan de subdivision, ayant soixante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix-sept pieds et quatre pouces dans la ligne du côté nord-est, et quatre-vingt-treize pieds et huit pouces dans la ligne du côté sud-ouest, le tout mesure anglaise ; borné en front à ladite rue Alford, à la profondeur à la fabrique anglicane, du côté nord-est au terrain sus-décrié, et du côté sud-ouest à Georges Pozer, étant les susdits emplacements partie du lot numéro soixante-huit (68) du cadastre officiel de ladite paroisse Saint-Georges—avec les bâtisses érigées sur lesdits immeubles, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,  
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 27 mars 1918.  
1233—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918.]

That certain parcel of land situate in the village of Saint-Joseph-de-Beauce, on the south west side of Saint-François-Xavier street, being part of the lot number five hundred and forty-sixteen (540-16) of the official cadastre of Saint-Joseph-de-Beauce, containing said parcel of land fifty feet in depth by thirty seven feet in front at the north east end, and thirty three feet in width at the south west end, the whole English measure, bounded as follows : in front to the north east by said Saint-François-Xavier street, in rear at the end of said depth by part of the lot number 540-16, belonging to Louis Jacques, on one side to the south west by the lot number 540-17, and on the other side to the south east by part of the lot number 540-16, belonging to Louis Jacques—with the buildings and dependencies thereon, subject to an annual ground rent of \$4.50 payable the 1st June of every year to Louis Jacques and subject also to the servitude of a common road between that part of the lot number 540-16 presently sold and the residue of said lot belonging to Louis Jacques.

To be sold at the sheriff's office, at the Court House, at Saint-Joseph-Beauce, on the SECOND day of MAY next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Saint-Joseph, Beauce, 27th March, 1918.  
1232—13-2  
[First publication, 30th March 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : ) FRANÇOIS MORISSETTE  
No. 3679. ) ET AL, plaintiffs; against  
ALBERT VEILLEUX SON OF OCTAVE, defend-  
ant.

1. That certain emplacement situate on the south east side of Alford street, and designated under the number twenty eight (28), on the subdivision plan of said land made by land surveyor R.-J. Ross, dated the 31st July, 1909, containing said land sixty feet in width by one hundred and one feet in depth in the north east side line, and ninety seven feet and four inches in the south west side line, the whole English measure ; bounded in front by said Alford street, in depth by the Anglican Church property, on the north east by George Pozer, and on the south west by the hereinafter described emplacement ;

2. Another emplacement situate at the same place and to the south west side of the one above described, being the lot number twenty nine (29) of the aforesaid subdivision plan, measuring sixty feet in width by ninety seven feet and four inches in the north east side line, and ninety three feet and eight inches in the south west side line, the whole english measure ; bounded in front by said Alford street, in depth by the Anglican church property, on the north east side by the land above described, and on the south west side by George Pozer, being the above two emplacements part of the lot number sixty eight (68) of the official cadastre of said parish of Saint-Georges—with the buildings erected on said immoveables, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Georges, on the THIRTIETH day of APRIL next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Saint-Joseph, Beauce, 27th March, 1918.  
1234—13-2  
[First publication, 30th March, 1918.]

## BEDFORD

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Bedford.*Province de Québec, } DAME DOROTHY-  
District de Bedford. } ELIZABETH-MA-  
No 48. } RIA HOBBS ET AL.,

demandeurs; contre les terres et héritages de HAROLD-B. NEIL, défendeur.

Saisis en exécution comme appartenant au dit défendeur, Harold-B. Neil :

1. Le lopin de terre situé dans le canton de Granby, dans le district de Bedford, actuellement connu aux plan et livre de renvoi officiel du dit canton de Granby, comme étant le lot cadastral trois cent un (301), mesurant cent acres, plus ou moins, avec toutes les améliorations dessus construites ;

2. Le lopin de terre situé dans le canton de Granby, dans le district de Bedford, actuellement connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, comme étant la moitié ouest du lot cadastral numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (moitié ouest 297), de sa contenance, avec toutes les améliorations dessus faites.

Conformément au jugement de l'honorable M. le juge Hackett, rendu le deux de mars 1918, les deux lopins de terre précédemment décrits seront vendus en bloc, comme un tout, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, en la cité de Granby, dit district le TREIZE AVRIL prochain 1918, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif,  
Sweetsburg, le 5 mars 1918. 861—10-2  
[Première publication, 9 mars 1918.]

## IBERVILLE

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*Saint-Jean, à savoir : } JEAN - BAPTISTE  
No 88. } LANGEVIN, de-

mandeur; contre ARTHUR THIBAUT des cité et district de Montréal, défendeur, et A.-E. L'ECUYER, curateur au délaissement.

1. Un lopin de terre situé dans la ville d'Iberville, connu comme étant le No 19, des plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville—avec maison et autres bâtisses y érigées ;

2. Un autre lopin de terre situé au même lieu, étant de forme irrégulière et séparé par les lisières de terre appartenant au chemin de fer Atlantic & North West, mesurant six arpents et soixante et sept pieds en superficie, en comprenant le passage appartenant à la corporation de la ville d'Iberville et mesurant trente pieds de largeur depuis la rue du Pont à la ligne du chemin de fer, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville sous le numéro vingt-neuf—sans bâtisse ;

3. Un autre lopin de terre situé au même lieu, contenant quatre-vingt-quatre arpents en superficie, plus ou moins, étant le No trente, des plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville sans bâtisse, distraction étant faite de la lisière

## BEDFORD

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Bedford.*Province of Quebec, } DAME DOROTHY-  
District of Bedford. } ELIZABETH-MA-  
No. 48. } RIA HOBBS ET AL.,

plaintiffs; against the goods and lands of HAROLD-B. NEIL, defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant, Harold-B. Neil :

1. That certain piece of land situated in the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as cadastral lot number three hundred and one (301), containing one hundred acres, more or less, with all improvements thereon erected and made ;

2. That certain piece of land situated in the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as the west half of cadastral lot number two hundred and ninety seven, (west half 297), containing what it may, with all improvements thereon erected and made.

Pursuant to a judgment of the Honorable Mr. Justice Hackett, dated the second day of March, 1918, the foregoing described two pieces of land will be sold *en bloc*, together as a whole, at the parochial church door of the parish of Notre-Dame-de-Granby, in the city of Granby, said district, on the THIRTEENTH day of APRIL next, 1918, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-B. JAMESON,

Sheriff.

Sheriff's office,  
Sweetsburg, 5th March, 1918. 862—10-2  
[First publication, 9th February, 1918.]

## IBERVILLE

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*Saint John's, to wit : } JEAN - BAPTISTE  
No 88. } LANGEVIN, plaintiff;

against ARTHUR THIBAUT, of the city and district of Montreal, defendant, and A.-E. L'ECUYER, curator to the surrender of property made herein.

1. That parcel of land situate in the town of Iberville, known as being the No. 19, of the official plan and book of reference of the town of Iberville—with a house and other buildings thereon erected;

2. Another parcel of land situated at the same place, being of irregular outline and separated by the strips of land belonging to the Atlantic and North West Railway, measuring six arpents and sixty seven feet in superficies, and comprising the passage belonging to the corporation of the town of Iberville and measuring thirty feet in width from Bridge street to the railway line, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Iberville under the number twenty nine—without building;

3. Another lot of land situate at the same place, containing eighty four arpents in superficies, more or less, being the number thirty, of the official plan and book of reference of the town of Iberville—without buildings, save and except

de terre vendue à ladite compagnie du chemin de fer Atlantic & North West, à travers le dit lot No trente, mais non comprise dans la superficie ci-dessus ;

4. Un autre lopin de terre situé au même lieu, mesurant quarante arpents en superficie, plus ou moins, étant le No dix-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville.

A distraire, cependant, des terrains ci-dessus ce qui en a été vendu au chemin de fer Pacifique Canadien ou ladite compagnie Atlantic & North West, par acte reçu devant le notaire Guillet, le quatorze août mil neuf cent treize, enregistré à Iberville sous le numéro quarante et un cent dix-huit. (41118).

Lesdits immeubles devant être vendus en bloc, suivant l'ordonnance de l'honorable juge D. Monet, en date du 13 mars 1918.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Athanase (en la ville d'Iberville), district d'Iberville, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain (1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif,  
Saint-Jean, le 20 mars 1918. 1187—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918].

## JOLIETTE

### MANDAT DE CURATEUR.

*Cour supérieure.*

Province de Québec, } LA CIE INDUS-  
District de Joliette. } TRIELLE DE JO-  
No 7928. } LIETTE, LIMITEE  
Cie en liquidation ; et J.-C. PERREAULT, liquidateur.

Un terrain situé sur la rue Saint-Antoine, en la ville de Joliette, connu et désigné sous les numéros 309 et 310 du cadastre de la dite ville de Joliette—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, MARDI, le NEUF AVRIL, mil neuf cent dix-huit, à DIX heures avant-midi.

Le shérif,  
JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif,  
Joliette, 4 mars 1918. 899—10-2  
[Première publication, 9 mars 1918.]

## KAMOURASKA

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } THE BANWELL  
No 5981. } HOXIE VIRE  
FENCE CO., LIMITED, demanderesse ; contre  
PHILIPPE CHAMBERLAND, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur :

Un certain terrain ou emplacement lui provenant de Auger & Son, Limited, porté et désigné au cadastre officiel du canton Escourt pour le comté de Témiscouata, sous les numéros vingt-trois-vingt-sept (Nos 23-27) du premier rang dudit canton—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

therefrom the strip of land sold to said Atlantic & North West Railway Co., across said lot number thirty, but not included in the above superficies ;

4. Another parcel of land situate at the same place, measuring forty arpents in superficies, more or less, being the number eighteen, of the official plan and book of reference of the town of Iberville.

To deduct, however, from the above lots the land sold to the Canadian Pacific Railway Co. or said Atlantic & North West Ry., by deed before notary Guillet, on the fourteenth August, one thousand nine hundred and thirteen, registered at Iberville under number forty one thousand one hundred and eighteen (41118).

The said immovables to be sold *en bloc*, as per judgment of the Honourable Justice D. Monet, dated the 13th March, 1918.

To be sold at the church door of the parish of Saint Athanase (in the town of Iberville), district of Iberville, on the THIRTIETH day of APRIL next (1918), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,  
Sheriff.

Sheriff's office,  
Saint John's, 20th March, 1918. 1188—13-2  
First publication, 30th March, 1918].

## JOLIETTE

### CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.*

Province of Québec, } LA CIE INDUSTRIEL-  
District of Joliette. } LE DE JOLIETTE,  
No. 7928. } LIMITEE, in liquidation ; and J.-C. PERREAULT, liquidator.

That certain piece of land situate on Saint Antoine street, in the town of Joliette, known and designated under the numbers 309 and 310 of the cadastre of said town of Joliette—with the buildings thereon.

To be sold at my office, on TUESDAY, the NINTH day of APRIL, one thousand nine hundred and eighteen, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,  
Sheriff.

Sheriff's office,  
Joliette, 4th March, 1918. 900—10-2  
[First publication, 9th March, 1918.]

## KAMOURASKA

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } THE BANWELL  
No. 5981. } HOXIE WIRE  
FENCE CO., LIMITED, plaintiff ; against  
PHILIPPE CHAMBERLAND, defendant.

As belonging to said defendant :

That certain lot of land or emplacement acquired by him from Auger Son, Limited, known and designated on the official cadastre of Escourt township for the county of Témiscouata, under the numbers twenty three—twenty seven (Nos. 23-27) of the first range of said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-Escourt, comté de Temiscouata, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain 1918, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 4 mars 1918. 841—10-2  
[Première publication, 9 mars 1918].

To be sold at the church door of the parish of Saint-David-d'Escourt, county of Temiscouata, on the TENTH day of APRIL next, 1918, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-O. GIRARD,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 4th March, 1918. 842—10-2  
[First publication, 9th March, 1918].

## MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : J. -ALDERIC ROBIL-  
No 2005. J. LARD, avocat et  
conseil du Roi, de la cité de Lachine, district de  
Montréal, demandeur ; contre ARTHUR NAN-  
TEL, de Labelle, district de Montcalm, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

1. Un emplacement faisant partie du lot de terre numéro vingt-trois, du rang est de la rivière Rouge, du canton Clyde ; borné au nord par le numéro vingt-quatre et mesurant, de la rivière en allant vers l'est, soixante pieds, à l'ouest par la rivière Rouge, au sud par le terrain de Honoré Giroux ou représentants, en ligne parallèle avec la ligne de division du lot numéro vingt-trois et du lot numéro vingt-quatre, à trois cent cinquante pieds dudit lot numéro vingt-quatre, à l'est par le chemin du Roi, actuellement fait et utilisé—avec une fromagerie et autres bâtisses sus-érigées.

2. Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-quatre du rang est de la rivière Rouge, dudit canton Clyde, contenant cent pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur ; borné en front, à l'ouest, par le chemin public, et des trois autres côtés par le terrain de Joseph Giroux—avec maisons et autres bâtisses sus-érigées.

Lesdits immeubles à être vendus comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Conception, le TROISIEME jour du mois de MAI prochain (1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
RODOLPHE ROBERT.

Bureau du shérif.

Mont-Laurier, 25 mars 1918. 1217—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour de circuit.—Comté de Labelle.*

Nominigüe, à savoir : X. ST. JEAN, char-  
No 400. X. retier, du village  
de Nominigüe, demandeur ; contre ADELARD  
OUMET, du canton Kiamika, défendeur ; et  
SAUL LAUZON, journalier, du village de Val-  
Barrette, tiers-saisi et ACHILLE DELAGE  
et HONORÉ ACHIM, comme ayant pratiqué  
ensemble leur profession sous le nom de "Delage  
& Achim", distrayants.

Comme appartenant au tiers-saisi, Saul Lauzon.

Cet immeuble connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel du village de Val-Barrette comme étant le lot No 365—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Barrette, au village de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : J. -ALDERIC ROBIL-  
No. 2005. J. LARD, barrister and  
king's counsel, of the city of Lachine, district of  
Montreal, plaintiff ; against ARTHUR NANTEL,  
of Labelle, district of Montcalm, defendant.

As belonging to the defendant :

1. That certain emplacement forming part of the lot of land number twenty three, of the range east of Red River of the township of Clyde, bounded on the north by the number twenty four and measuring, from the river eastwardly, sixty feet, on the west by the Red River, on the south by the land of Honoré Giroux or representatives, in a parallel line with the division line of the lot number twenty three and the lot number twenty four, and three hundred and fifty feet distant from said lot number twenty four, on the east by the King's highway, presently built and utilized—with a cheese factory and other buildings thereon erected.

2. That other emplacement forming part of the lot number twenty four of the range east of the Red River, of said township of Clyde, containing one hundred feet in front by ninety feet in depth ; bounded in front, to the west, by the public road, and on the other three sides by the land of Joseph Giroux—with houses and other buildings thereon erected.

Said immoveables to be sold as one single plot of land.

To be sold at the parochial church door of La Conception, on the THIRD day of the month of May next (1918), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Mont-Laurier, 25th March, 1918. 1218—13-2  
[First publication, 30th March, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Circuit Court.—County of Labelle.*

Nominigüe, to wit : X. ST. JEAN, car-  
No. 400. X. ter, of the villa-  
ge of Nominigüe, plaintiff ; against ADELARD  
OUMET, of Kiamika township, defendant ; and  
SAUL LAUZON, laborer, of the village of Val-  
Barrette, garnishee and ACHILLE DELAGE and  
HONORÉ ACHIM, as having practised their  
profession together under the name of "Delage &  
Achim", distracting.

As belonging to the garnishee, Saul Lauzon.

That immoveable known and designated on the official plan and book of reference of the village of Val-Barrette as being the lot No. 365—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Joseph-de-Barrette, at the village of Val-

Val-Barrette, le QUATRIEME jour de MAI prochain (1918), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

RODOLPHE ROBERT.

Bureau du shérif.

Mont-Laurier, 25 mars 1918. 1219—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918].

Barrette, on the FOURTH day of MAY next (1918), at TWO o'clock in the afternoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Mont-Laurier, 25th March, 1918. 1220—13-2  
[First publication, 30th March, 1918].

## MONTRÉAL

### MANDAT DU CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } S. -A. PAQUIN, failli; et  
No 212. } S. A. CROSS, comptable, de Montréal, curateur; et LA CORPORATION DES SŒURS DE STE-CROIX ET DES SEPT-DOULEURS, requérante.

Un emplacement ayant front sur la rue Maisonneuve, en la cité de Montréal, contenant quarante et un pieds de front sur cent sept pieds de profondeur, le tout mesure française et plus ou moins—avec deux maisons, dont l'une érigée sur la rue Maisonneuve, et l'autre à l'arrière dudit emplacement et autres dépendances dessus construites, portant les numéros 223, 225 et 227 de la dite rue Maisonneuve. Cet emplacement est connu et désigné comme lot numéro quatre cent trois (403), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 26 mars 1918. 1207—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918].

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME MARGARET  
No 2830. } DELANEY, veuve de Edward Jackson, demanderesse; vs ARTHUR PAIEMENT, défendeur.

Un emplacement, situé au coin des rues Duluth et Drolet, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, étant la partie nord-est du lot numéro huit cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-852), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, mesurant vingt pieds de largeur par cinquante-six pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Drolet, maintenant rue Henri-Julien, en arrière par une autre partie dudit lot No (15-852), d'un côté par le lot de subdivision No 851 dudit lot originaire No 15, et de l'autre côté par la rue Duluth—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 26 mars 1918. 1209—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918].

## MONTREAL

### CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } S. -A. PAQUIN, insolvent,  
No. 212. } S. and A. CROSS, accountant, of Montreal, curator; and LA CORPORATION DES SŒURS DE STE-CROIX ET DES SEPT-DOULEURS, petitioner.

That certain emplacement fronting on Maisonneuve street, in the city of Montreal, containing forty one feet in front by one hundred and seven feet in depth, the whole French measure and more or less—with two houses thereon, one of which being erected on Maisonneuve, and the other at the rear of said emplacement and other dependencies thereon erected, bearing the numbers 223, 225 and 227 in said Maisonneuve street. Said emplacement being known and designated as being the lot number four hundred and three (403), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 26th March, 1918. 1208—13-2  
[First publication, 30 March, 1918].

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME MARGARET  
No. 2830. } DELANEY, widow of Edward Jackson, plaintiff; vs ARTHUR PAIEMENT, defendant.

An emplacement situate at the corner of Duluth and Drolet streets, in the Saint Jean-Baptiste ward, of the city of Montreal, being the north easterly part of lot number eight hundred and fifty two of the official subdivision of the original lot number fifteen (15-852), of the official plan and book of references of the village of Saint Jean-Baptiste, measuring twenty feet in width by fifty six feet in depth, English measure, more or less; bounded in front by Drolet street, now Henri-Julien street, in rear by another part of said lot No. (15-852), on one side by lot subdivision No. 851 of the said original lot No. 15, and on the other side by Duluth street—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 26th March, 1918. 1210—13-2  
[First publication, 30th March, 1918].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **GUSTAVE GUERTIN ET DAME ROSE-ANNA TRUDEL**, épouse séparée de biens par contrat de mariage dudit Gustave Guertin, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Alfred-B. Trudel, demandeurs; vs **FIRMIN BISSONNETTE**, défendeur.

Un emplacement sis et situé à Côteau Landing, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Côteau Landing, comme lots numéros cent cinquante et un et cent cinquante-deux; borné en front par le chemin public, en arrière par le lac Saint-François et par le lot de M. R.-W. McCaw, d'un côté par Madame C.-B. Prieur, et de l'autre par M. Max Stewart—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu le 20<sup>ème</sup> jour de décembre dernier, aura lieu de nouveau à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zotique, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

A la folle enchère de Lorenzo Robitaille, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'honorable Juge Lamothe, daté le 18 mars 1918.

Un dépôt d'une somme de \$400.00 sera exigée de chaque enchérisseur lors de son enchère, conformément au jugement de l'honorable Juge Lamothe, en date du 25 mars 1918.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 26 mars 1918.

1205

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **L. VILLENEUVE & CIE., LIMITEE**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeur; vs **JOSEPH-CHARLES RANCOURT**, défendeur.

Un immeuble situé sur la rue Sainte-Elizabeth, connu et désigné sous le numéro trois, du cadastre cent vingt-six, au plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 5 mars 1918.

885-10-2

[Première publication, 9 mars 1918.]

**MANDAT DE CURATEUR.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **J.-A. TURCOTTE**, curateur aux biens de L.-P.-A. Dextader, "D. & R. SILK WAIST", en faillite.

Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Marie, cité de Montréal, composé de la presque totalité du lot de terre connu et désigné sous le numéro douze cent soixante-dix-huit (1278), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal; borné en front par la rue Chaussé (maintenant avenue des Erables), en arrière par le lot numéro 1299, d'un côté par le lot 1277 dudit plan, et de l'autre côté

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **GUSTAVE GUERTIN AND DAME ROSE-ANNA TRUDEL**, wife separated as to property by marriage contract of said Gustave Guertin, in their quality of testamentary executors of the late Alfred-B. Trudel, plaintiffs; vs **FIRMIN BISSONNETTE**, defendant.

That emplacement lying and situate at Côteau Landing, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Côteau Landing, as being the lots numbers one hundred and fifty one and one hundred and fifty two; bounded in front by the public road, in rear by Lake Saint Francis and by the lot of Mr. R.-W. McCaw, on one side by Dame C.-B. Prieur, and on the other by Mr. Max Stewart—with the house and other buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of above immoveable which took place on the 20th day of December last, will again take place at the parochial church door of the parish of Saint-Zotique, on the SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

On the false bidding of Lorenzo Robitaille, the *adjudicataire* at preceding sale, as per judgment of the Honourable Justice Lamothe, dated the 18th March, 1918.

Each and every bidder at this sale shall deposit the sum of \$400.00 with first bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Lamothe, dated the 25th March, 1918.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 26th March, 1918.

1206

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **L. VILLENEUVE & CIE., No. 956.** } **L. LIMITEE**, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **JOSEPH-CHARLES RANCOURT**, defendant.

That certain immoveable situate on Sainte Elizabeth street, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, under the number three, of cadastral number one hundred and twenty six—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 5th March, 1918.

886-10-2

[First publication, 9th March, 1918.]

**CURATOR'S WARRANT.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J.-A. TURCOTTE**, curator to the property of L.-P.-A. Dextader, "D. & R. SILK WAIST", in insolvency.

That certain piece or parcel of land situated in Saint-Mary's ward, city of Montreal, composed of almost the whole of the lot of land known and designated under the number twelve hundred and seventy eight (1278), on the official plan and book of reference of Saint-Mary's ward, in the city of Montreal; bounded in front by Chaussé street (now Maple Avenue), in rear by the lot number 1299, on one side by the lot 1277 of said

par la lisière restant dudit lot numéro 1278 du même plan, et contenant la dite lisière environ cinq pieds de largeur ou un huitième de la partie sud-est du dit lot numéro 1278; ledit emplacement contenant trente-cinq pieds de front par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec maison portant le numéro 791 de la rue Chaussé (maintenant avenue des Erables), et autres bâtisses sus-érigées, et avec les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 5 mars 1918. 887—10-2  
[Première publication, 9 mars 1918.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME LIMA BOUR-  
No 3716. } GEAU, veuve de  
Théophile Viau, en son vivant entrepreneur, de la cité de Hull, dans la province de Québec, demanderesse; vs DAME MARGARET McKAY, de la cité de Westmount, veuve de William Creighton, en son vivant voyageur de commerce, de la cité de Montréal, défendeur.

Deux emplacements ayant front sur l'avenue Delorimier, dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, mesurant chacun 24 pieds de largeur par 84 pieds de profondeur, mesure anglaise, actuellement connus et désignés sous les numéros dix-huit et dix-neuf (18 et 19) de la subdivision No 1223, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites et l'usage en commun avec d'autres personnes d'une ruelle en arrière des dits emplacements, et qui communique avec les rues Everetta et Elisabeth.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 5 mars 1918. 889—10-2  
[Première publication, 9 mars 1918.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ROSE - ANNA PELO-  
No 2742. } QUIN, fille majeure,  
de la cité de Montréal, demanderesse; vs MAURICE MARCOUX, menuisier, de la cité de Montréal, défendeur; et JOSEPH DUHAMEL, curateur au délaisement.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert, de ladite cité, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et dix-sept (277) de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-277) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal—et avec bâtisses dessus construites, sans exception.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 6 mars 1918. 893—10-2  
[Première publication, 9 mars 1918.]

plan, and on the other side by the residue of said lot number 1278 of same plan, said residue being a strip of land being about five feet wide or one-eighth of the south east part of said lot number 1278; the said piece or parcel of land containing thirty five feet in front by one hundred feet in depth, more or less, English measure—with a house bearing number 791 in Chaussé street (now Maple Avenue), and other buildings thereon erected, and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 5th March, 1918. 888—10-2  
[First publication, 9th March, 1918.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME LIMA BOUR-  
No. 3716. } GEAU, widow of Théophile Viau, in his lifetime contractor, of the city of Hull, in the Province of Quebec, plaintiff; vs DAME MARGARET McKAY, of the city of Westmount, widow of William Creighton, in his lifetime commercial traveller, of the city of Montreal, defendant.

Two emplacements fronting on Delorimier Avenue, in Saint Mary's ward, in the city of Montreal, each containing 24 feet in width by 84 feet in depth, english measure, and being known and designated as numbers eighteen and nineteen (18 & 19) of subdivision No. 1223, on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward,—with the buildings thereon erected and with the use in common with other persons of a lane in rear of the said emplacements and communicating with Everetta and Elizabeth streets.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,

Deputy-Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 5th March, 1918. 890—10-2  
[First publication, 9th March, 1918.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ROSE - ANNA PELO-  
No. 2742. } QUIN, spinster, of the city of Montreal, plaintiff; vs MAURICE MARCOUX, joiner, of the city of Montreal, defendant; and JOSEPH DUHAMEL, curator to the surrender.

An emplacement being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint Hubert street, of the said city, known and designated under the number two hundred and seventy seven (277) of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eighty nine (489-277), on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal, district of Montreal—and with buildings erected thereon, without exception.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy-sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 6th March, 1918. 894—10-2  
[First publication, 9th March, 1918.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : ) **DAME ALBINA PA-**  
No 4037. ) **QUET**, épouse con-  
tractuellement séparée de biens de Jules-A. Chopin, docteur en médecine, et de ce dernier dûment autorisée, demanderesse, vs **LEVI MARTIN**, défendeur; et **CLOVIS PAUZE** curateur au délaissement; et **JOSEPH St. AMAND**, mis en cause.

Saisi comme appartenant audit défendeur et mis en cause :

Un emplacement faisant front sur la rue LeCaron, dans le quartier Emard, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme étant les lots numéros quinze et seize de la subdivision du lot numéro originaire trois mille neuf cent trente—avec toutes les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 63 et 65 de ladite rue LeCaron, lesdits lots de terre mesurant ensemble cinquante pieds de largeur par toute la profondeur d'iceux, et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière desdits lots de terre en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DOUZIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures du matin.

Le député-shérif,  
**P.-M. DURAND.**

Bureau du shérif.

Montréal, 6 mars 1918.

895—10-2

**MANDAT DE CURATEUR.**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : ) **J.-G. DUHAMEL**, cura-  
No 127a-466 (1). ) **J.** teur aux biens de  
Osias Lamoureux, failli; et **JOS. MORIN**,  
requérant.

1. La partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot No 189, aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur et borné comme suit : en front vers le nord-est par la partie ci-après décrite du lot No. 189-18, en arrière vers le sud-ouest par une rue projetée, d'un côté vers le sud-est par ledit lot No 189-15, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot No 189-17 ;

2. La partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189-18p), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur et borné comme suit : en front vers le nord-est par l'avenue Clément, en arrière vers le sud-ouest par la partie ci-dessus décrite du lot No. 189-17, d'un côté vers le sud-est par le lot No 189-16, des même plan et livre de renvoi, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le résidu du dit lot No 189-18. Les dimensions ci-dessus mentionnées sont toutes mesure anglaise et plus ou moins, et lesdits lots de terre sont vacants.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **ONZIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures du matin.

Le député shérif,  
**P.-M. DURAND.**

Bureau du shérif.

Montréal, 6 mars 1918.

905—10-2

[Première publication, 9 mars 1918.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : ) **DAME ALBINA PA-**  
No. 4037. ) **QUET**, wife sepa-  
rated as to property by marriage contract of  
Jules-A. Chopin, physician, and duly authorized  
by the latter, plaintiff; vs **LEVI MARTIN**,  
defendant; and **CLOVIS PAUZE**, curator to the  
surrender; and **JOSEPH ST. AMAND**, *mis-en-*  
*cause.*

Seized as belonging to the said defendant and *mis-en-cause.*

An emplacement fronting on LeCaron street, in Emard ward, of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal as being the lots numbers fifteen and sixteen of the subdivision of the lot primitive number three thousand nine hundred and thirty—with all the buildings erected thereon, bearing the civic numbers 63 and 65 of the said LeCaron street, the said lots measuring together fifty feet in width by the whole depth of same, and with right of way in the lane situate at the rear of the said lots of land in common with those having right therein, without power to obstruct same and on the usual conditions of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWELFTH** day of **APRIL** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**P.-M. DURAND,**  
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 6th March, 1918.

896—10-2

**CURATOR'S WARRANT.**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : ) **J.-G. DUHAMEL**, cura-  
No. 127a-466 (1). ) **J.** rator to the property  
of Osias Lamoureux, insolvent; and **JOS.**  
**MORIN**, petitioner.

1. The southeast part of the lot of land known and designated under the number seventeen of the official subdivision of the lot No. 189, on the official plan and book of reference of the said parish of Montreal, measuring forty feet in width by ninety feet in depth and bounded as follows : in front on the northeast by the part hereinafter described of the lot No. 189-18, in the rear on the southwest by a projected street, on one side towards the southeast by the said lot No. 189-15, and on the other side towards the northwest by the residue of the said lot No. 189-17 ;

2. The southeast part of the lot of land known and designated under the number eighteen of the official subdivision of the lot number one hundred and eight y nine (189-18pt.), on the official plan and book of reference of the said parish of Montreal, measuring forty feet in width by ninety feet in depth and bounded as follows : in front towards the northeast by Clément Avenue, in the rear towards the southwest by the part hereinabove described of the lot No. 189-17, on one side towards the southeast by the lot No. 189-16, of the same official plan and book of reference, and on the other side towards the northwest by the residue of the said lot No. 189-18. The dimensions hereinabove cited are all English measurement and more or less, and the said lots of land are vacant.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **ELEVENTH** day of **APRIL** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**P.-M. DURAND,**  
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 6th March, 1918.

906—10-2

[First publication, 9th March, 1918.]

## QUÉBEC

## QUEBEC

## FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **D**AME ESTHER CAS-  
No 464. } **G**RAIN, de Québec,  
épouse séparée de biens de Eudore Evanturel, du  
même lieu, employé civil, et ledit Eudore Evan-  
turel, partie aux présentes pour autoriser sadite  
épouse ; contre OSIAS LAVIOLETTE de Qué-  
bec, à savoir :

1. La subdivision No 388 (trois cent quatre-  
vingt-huit) du lot No 508 (cinq cent huit) du  
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-  
Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la  
cité de Québec, étant un emplacement situé sur le  
chemin de la Canardière—avec les bâtisses dessus  
construites, circonstances et dépendances ;

2. La subdivision No 448 (quatre cent qua-  
rante-huit) du lot No 508 (cinq cent huit)  
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-  
Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la  
cité de Québec, étant un emplacement situé sur la  
troisième avenue—avec les bâtisses dessus  
construites ; circonstances et dépendances.

3. La subdivision No 94 (quatre-vingt-quator-  
ze) du lot No 434 (quatre cent trente-quatre) du  
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-  
Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la  
cité de Québec, étant un emplacement situé sur la  
rue d'Assise, ci-devant appelée 3ème rue—avec les  
bâtisses dessus construites, circonstances et  
dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de  
Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL pro-  
chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, le 28 mars 1918. 1241—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918].  
[Deuxième publication, 13 avril 1918].

## FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **L**E REVEREND L-EMI-  
No 98. } **L**E COTE, curé de Saint-  
Antoine-de-Tilly, dans le comté de Lotbinière ;  
contre DAME EDWIDGE BILODEAU, de  
Québec, veuve de Eugène Roy, en son vivant de  
Limoilou, marchand, à savoir :

Le lot No 468 (quatre cent soixante-huit) du  
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-  
Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la  
cité de Québec, étant un terrain situé coin nord-  
est de la deuxième rue et quatrième avenue—  
avec les bâtisses dessus construites, circonstances  
et dépendances. Sujet à une rente annuelle et  
constituée de \$8.00 payable à la compagnie dite  
"The Quebec Land Company", dont le siège social  
est à Québec, le premier mai de chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL pro-  
chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 28 mars 1918. 1243—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918].  
[Deuxième publication, 13 avril 1918].

## FIERI FACIAS

Cour de recorder

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC ;  
No 1027. } **L** contre GUSTAVE DU-  
MAS, de la cité de Québec, en sa qualité de  
curateur dûment nommé à Ferdinand Beuret,  
interdit, à savoir :

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **D**AME ESTHER CAS-  
No. 464. } **G**RAIN, of Quebec, wife  
separate as to property of Eudore Evanturel, of  
the same place, civil employee, and the said  
Eudore Evanturel, a party hereto to authorize  
his said wife ; against OSIAS LAVIOLETTE, of  
Quebec, to wit :

1. The subdivision No. 388 (three hundred  
and eighty eight) of the lot No 508 (five hundred  
and eight) of the official cadastre for the parish  
of Saint-Roch-North, now Jacques Cartier ward  
of the city of Quebec, being an emplacement  
situate on Canardière road—with the buildings  
thereon erected, circumstances and dependen-  
cies ;

2. The subdivision No. 448 (four hundred and  
forty eight) of the lot No 508 (five hundred and  
eight) of the official cadastre for the parish of  
Saint-Roch-North, now Jacques-Cartier ward,  
of the city of Quebec, being an emplacement  
situate on third avenue—with the buildings  
thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The subdivision No. 94 (ninety four) of  
the lot No. 434 (four hundred and thirty four)  
of the official cadastre for the parish of Saint  
Roch north, now Jacques Cartier ward, of the  
city of Quebec, being an emplacement situate on  
d'Assise street, formerly 3rd street—with the  
buildings thereon erected, circumstances and  
dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,  
on the THIRTIETH day of APRIL next, at  
TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 28th March, 1918. 1242—13-2  
[First publication, 30th March, 1918].  
[Second publication, 13th April, 1918].

## FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } **R**EV. L-EMILE COTE,  
No. 98. } **C**uré de Saint-Antoine-de-  
Tilly, in the county of Lotbinière, against DAME  
EDWIDGE BILODEAU, of Quebec, widow of  
Eugène Roy, in his lifetime of Limoilou, mer-  
chant, to wit :

The lot No. 468 (four hundred and sixty eight)  
of the official cadastre for the parish of Saint-  
Roch-North, now Jacques-Cartier ward, of the  
city of Quebec, being a lot of land situate at the  
north east corner of second street and fourth  
avenue — with the buildings thereon erected,  
circumstances and dependencies. Subject to  
an annual ground rent of \$8.00 payable to the  
Quebec Land Company, whose head office is at  
Quebec, on the first May of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec,  
on the THIRTIETH day of APRIL next, at  
TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 28th March, 1918. 1244—13-2  
[First publication, 30th March, 1918].  
[Second publication, 13th April, 1918].

## FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;  
No. 1027. } **A**gainst GUSTAVE DU-  
MAS, of the city of Quebec, in his quality of  
duly appointed curator to Ferdinand Beuret,  
interdicted, to wit :

Le lot No 868 (huit cent soixante-huit) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue du Roi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente constituée de \$8.00 payable à Delle Yvonne Bossé, le 29 septembre de chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 28 mars 1918. 1245—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918.]  
[Deuxième publication, 13 avril 1918.]

FIERI FACIAS.

*Cour de recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUÉBEC ;  
No 753. } contre FERDINAND  
BOURET, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 816 (huit cent seize) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue du Pont—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 28 mars 1918. 1247—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918.]  
[Deuxième publication, 13 avril 1918.]

FIERI FACIAS.

*Cour de recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUÉBEC ;  
No 2786. } contre DELLE MA-  
RY-E. DIGNAN, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 2440 (deux mille quatre cent quarante) du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Champlain—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 28 mars 1918. 1249—13-2  
[Première publication, le 30 mars 1918.]  
[Deuxième publication, 13 avril 1918.]

FIERI FACIAS

*Cour de recorder*

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUÉBEC ;  
No 884. } contre FERDINAND  
BOURET, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 869 (huit cent soixante-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue du Pont—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 28 mars 1918. 1251—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918.]  
[Deuxième publication, 13 avril 1918.]

The lot No. 868 (eight hundred and sixty eight) of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on King street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$8.00 payable to Miss Yvonne Bosse, on the 29th September of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 28th March, 1918. 1246—13-2  
[First publication, 30th March, 1918.]  
[Second publication, 13th April, 1918.]

FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Quebec to wit : } THE CITY OF QUE-  
No. 753. } BEC ; against FER-  
DINAND BOURET, of the city of Quebec, to wit :

The lot No. 816 (eight hundred and sixteen) of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Bridge street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 28th March, 1918. 1248—13-2  
[First publication, 30th March, 1918.]  
[Second publication, 13th April, 1918.]

FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUÉBEC ;  
No. 2786. } against MISS MARY-  
E. DIGNAN, of the city of Quebec, to wit :

The lot No. 2440 (two thousand four hundred and forty) of the official cadastre for Champlain ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Champlain street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's Office.

Quebec, 28th March, 1918. 1250—13-2  
[First publication, 30th March, 1918.]  
[Second publication, 13th April, 1918.]

FIERI FACIAS

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUÉBEC ;  
No. 884. } against FERDINAND  
BOURET, of the city of Quebec, to wit :

The lot No. 869 (eight hundred and sixty nine) of the official cadastre for Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Bridge street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 28th March, 1918. 1252—13-2  
[First publication, 30th March, 1918.]  
[Second publication, 13th April, 1918.]

## FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH BROPHY, de la  
No 1363. } paroisse de Sainte-Foye;  
contre ALPHONSE LEGARE, du même lieu,  
à savoir :

Partie du lot No 205 (deux cent cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant un lot de terre situé sur le chemin Sainte-Foye, mesurant environ 80 pieds de front sur environ 230 pieds de profondeur; bornée vers le nord-ouest par le chemin Sainte-Foye, au sud et au sud-ouest à M. Baller ou représentants, et au nord-est à un chemin de sortie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, comté de Québec, le TROISIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 28 mars 1918. 1255—13-2  
[Première publication, 30 mars 1918.]  
[Deuxième publication, 13 avril 1918.]

## FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } JOSEPH BROPHY, of the  
No. 1363. } parish of Sainte Foye;  
against ALPHONSE LEGARE, of the same  
place, to wit :

Part of the lot No. 205 (two hundred and five) of the official cadastre for the parish of Sainte Foye, county of Quebec, being a lot of land situate on the Sainte Foye road, measuring about 80 feet in front by about 230 feet in depth; bounded on the northwest by the Sainte Foye road, on the south and southwest by Mr. Baller or representatives, and on the north east by an exit road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Foye, county of Quebec, on the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 28th March, 1918. 1256—13-2  
[First publication, 30th March, 1918].  
[Second publication, 13th April, 1918].

## RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.*

District de Rimouski, } ALPHONSE PI-  
No 5873. } NAULT; vs J.-  
PHILIPPE GENDRON, Saint Octave, savoir :

1. Le droit à la faculté de réméré et autres droits du défendeur en vertu d'un acte à réméré consenti à Jules Gendron, devant Jos Dubé, N. P., le 22 déc. 1917, sur les lots Nos six cent et six cent un, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis—avec bâtisses sus-construites, y compris moulin à scie, engin à gazoline et autre machineries et accessoires dudit moulin;

2. La coupe du bois marchand, moins bois franc, sur les lots Nos 591-592, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis suivant acte passé devant Paul Gagnon, N. P., le 13 octobre 1917.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Octave-de-Métis, le DIX AVRIL prochain 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS D'ANJOU.

Rimouski, 7 mars 1918. 897—10-2  
[Première publication, 9 mars 1917.]

## SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir: } GEORGES-AR-  
No 796. } THUR DAR-  
CHE, rentier, de la cité de Sherbrooke, dans le

district de Saint-François, demandeur; contre ANGUS KENNEDY, des cité et district de Montréal, et JOHN-D. KENNEDY, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeurs; et NORREY VEILLEUX, hôtelier, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, adjudicataire et fol enchérisseur.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause,

## RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Rimouski, } ALPHONSE PI-  
No. 5873. } NAULT; vs J.-  
PHILIPPE GENDRON, Saint Octave, to wit :

The right of redemption and other rights of the defendant under a deed of sale with right of redemption to Jules Gendron, before Jos. Dubé, N. P., dated the 22nd Dec., 1917, on the lots Nos. six hundred and six hundred and one, on the official cadastre of the parish of Saint-Octave-de-Métis,—with the buildings thereon erected, including a saw-mill, gasoline engine and other machinery and accessories of said saw-mill;

2. The cut of merchant timber, hard wood excepted, on the lots Nos. 591-592, on the official cadastre of the parish of Saint-Octave-de-Métis, as per deed before Paul Gagnon, N. P., dated the 13th October, 1917.

To be sold at the church door of Saint-Octave-de-Métis, on the TENTH of APRIL next, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.

Sheriff's office.

Rimouski, 7th March, 1918. 898—10-2  
[First published, 9th March, 1918.]

## SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit: } GEORGES-ARTHUR  
No. 796. } DARCHE, annui-  
tant, of the city of Sherbrooke, in the district of

Saint Francis, plaintiff; against ANGUS KENNEDY, of the city and district of Montreal, and JOHN-D. KENNEDY, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendants; and NORREY VEILLEUX, hotelkeeper, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, purchaser and false bidder.

Public notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, as belonging

comme appartenant au défendeur, John-D. Kennedy, et antérieurement annoncée pour être faite à onze heures de l'avant-midi, à mon bureau, en la cité de Sherbrooke, le quatorzième jour d'avril 1916, aura lieu à mon bureau, au palais de justice, en ladite cité de Sherbrooke, dit district, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL prochain 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

HENRY AYLNER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 27 mars 1918. 1235  
[Première publication, 30 Mars 1918].

to the defendant, John D. Kennedy, and previously advertised to take place at eleven o'clock in the forenoon, at my office, in the city of Sherbrooke, on the fourteenth day of April, 1916, shall take place at my office, in the court house of the said city of Sherbrooke, said district, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 27th March, 1918. 1236  
[First publication, 30th March, 1918].

## SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, à savoir: } S. BOURGEOIS  
No 96. } & CIE, IN-  
CORPOREE, demandeur; contre HORMISDAS  
BORDUAS, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, situé sur la rue Saint-Pierre, cité de Saint-Hyacinthe, étant le lot No 394 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe, qui devait avoir lieu le 29 janvier dernier, aura lieu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 20 mars 1918. 1195—13-2

[Première publication, 30 mars 1918].

## SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.*

Saint Hyacinth, to wit: } S. BOURGEOIS &  
No. 96. } S. CO., CORPO-  
RATED, plaintiff; against HORMISDAS BOR-  
DUAS, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, situate on Saint Pierre street, city of Saint Hyacinth, being the lot No. 394 on the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe, formerly announced to take place on the 29th January last, will take place at the sheriff's office, in the court house, in the city of Saint-Hyacinthe, on the SIXTEENTH day of APRIL next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Hyacinthe, 20th March, 1918.

1196—13-2

[First publication, 30th March, 1918].

## TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } J. GEORGES - O.  
No 483. } J.- DESAULNIERS  
demandeur; vs TIMOTHEE BORDELEAU,  
défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un lot de terre situé à l'endroit appelé Lac Chat, dans le comté de Champlain, connu et désigné sous le numéro treize (No 13) dans le rang sud-ouest du canton Carignan.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Bastican, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHAS. DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 6 mars 1918. 901—10-2

[Première publication, 9 mars 1918.]

## THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } J. GEORGES - O.  
No. 483. } J.- DESAULNIERS,  
plaintiff; vs TIMOTHEE BORDELEAU, de-  
fendant.

As belonging to said defendant, to wit:

A lot of land situate at the place called "Lac Chat" in the county of Champlain, known and designated under the number thirteen (No. 13), in the south west range of Carignan township.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte-Geneviève-de-Bastican, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 6th March, 1918. 902—10-2

[First publication, 9th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } LA CORPORATION  
No 669. } DU VILLAGE

DE VILLERS, corporation légale, ayant sa principale place d'affaires dans le dit village de Villers, comté de Nicolet, demanderesse; vs OCTAVE ROY, ES-QUALITÉ, défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } THE CORPORATION  
No. 669. } OF THE VILLAGE

OF VILLERS, a legal corporation, having its principal place of business in said village of Villers, county of Nicolet, plaintiff; vs OCTAVE ROY, ES-QUALITÉ, defendant.

Comme appartenant au dit défendeur, *ès-qualité*, savoir:

Un emplacement situé au village de Villers, étant partie du numéro cent trente-huit (No 138) au cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Gertrude, ce terrain contenant soixante pieds de largeur sur soixante et dix pieds de profondeur; borné en front par le chemin de front, et en profondeur à un terrain appartenant aux Sœurs de l'Assomption, d'un côté vers le sud au chemin privé ci-après cité, et de l'autre côté, vers le nord, au terrain de la fabrique—avec toutes les bâtisses dessus construites, avec en plus la faculté de passer dans un chemin au sud du terrain vendu, appartenant aux dites sœurs, en toute saison, tant à pieds qu'en voiture, et enfin le droit de puiser de l'eau dans un puits situé dans la ligne entre le dit terrain sus-vendu et ledit chemin privé, à la charge de faire pour moitié, les travaux de réparation du dit puits.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le village de Villers, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
CHAS. DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 6 mars 1918. 903—10-2  
[Première publication, 9 mars 1918.]

As belonging to said defendant *ès-qualité*, to wit:

That certain emplacement situate at the village of Villers, being part of the number one hundred and thirty eight (No. 138) on the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Gertrude, said emplacement containing sixty feet in width by seventy feet in depth; bounded in front by the front road, in rear by a piece of land belonging to the "Sœurs de l'Assomption", on one side to the south by the private road hereinafter mentioned and on the other side, to the north by the land of the fabric—with all the buildings thereon erected and a right of way in a road to the south of the land sold, belonging to said sisters, at all seasons, both on foot and with vehicles, and also the right to take water from a well situate on the line between the land sold and the said private road, on the condition of making half the repairs of said well.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Gertrude, in the village of Villers, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. DUMOULIN,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 6th March, 1918. 904—10-2  
[First publication, 9th March, 1918.]

### Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re*: E. Fréchette & Cie, insolubles; et A.-O. Chalifour, curateur.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause; les collocations seront payables à mon bureau à partir du 15 avril 1918.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

Le curateur,  
A.-O. CHALIFOUR.

43 Place d'Armes.  
Montréal, 30 mars 1918. 1225

District de Montréal. *Re*: La Compagnie Canadienne d'Aniline, Montréal, en dissolution.

Un premier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le ou après le 12ième jour d'avril 1918.

Toute contestation dudit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le liquidateur,  
EUGENE PREVOST.

107 rue Saint-Jacques.  
Montréal, 28 mars 1918. 1229

(*En vertu de la loi des liquidations*)

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dans l'affaire de: "The Mannesmann Tube Company, Limited", Montréal, en liquidation.

Avis public est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à mon bureau, le ou après le 15 avril 1918. Toutes contestations à icelui doivent être produites entre mes mains avant cette date.

Le liquidateur,  
LORENZO BELANGER 1239

### Notices of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: E. Fréchette & Co., insolvents; and A.-O. Chalifour, curator.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collocations will be payable at my office from the 15th day of April, 1918.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A.-O. CHALIFOUR,  
Curator.

43 Place d'Armes.  
Montreal, 30th March, 1918. 1226

District of Montreal. *Re*: The Canadian Aniline Company, Montreal, in dissolution.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable on or after the 12th April, 1918.

Any contestation of said dividend must be filed at my office before the above date.

EUGENE PREVOST,  
Liquidator.

107 Saint-James street,  
Montreal, 28th March, 1918. 1230

(*Under the winding up act*)

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of: The Mannesmann Tube Company, Limited, Montreal, in liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this affair, and will be payable at my office, on and after April 15th, 1918. All objections to same must be filed with me before that date.

LORENZO BELANGER,  
Liquidator. 1240

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 22. Dans l'affaire de Joseph-Placide Paquin, glacier, de Brownsburg, dans le district de Terrebonne, débiteur insolvable; et Xavier Lepage, fils, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait, le dix-huit mars courant, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Sainte-Scholastique.

Le protonotaire C. S.  
GRIGNON & FORTIER.  
Sainte-Scholastique, 27 mars 1918. 1261

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 22. In the matter of Joseph-Placide Paquin, ice-dealer, of Brownsburg, in the district of Terrebonne, insolvent-debtor; vs Xavier Lepage, jr, creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, on the eighteenth day of March instant, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,  
Prothonotary, S. C.  
Sainte Scholastique, 27th March, 1918. 1262

### Arrêté en conseil

Il a plu à Son Honneur l'administrateur, par arrêté en conseil, en date du 27 mars 1918, de modifier les arrêtés ministériels No 205, du 27 avril 1892; No 263, du 3 décembre 1892; No 353, du 3 septembre 1896; No 1731, du 26 novembre 1917; No 1020, et No 1021, du 11 août 1916, en ajoutant :

27d. Pour tout permis général en vertu de la loi 8 Geo. V, ch. 77.....\$ 100.00  
Pour tout permis spécial en vertu de la loi 8 Geo. V, ch. 77.....\$ 10.00

Le sous-secrétaire de la province,  
1257 C.-J. SIMARD.

### Order-in-Council

His Honour the Administrator has been pleased, by order in council dated the 27th March, 1918, to modify the Orders in Council, No. 205, of the 27th April, 1892; No. 263, of the 3rd December, 1892; No. 353, of the 3rd September, 1896; No. 1731, of the 26th November, 1914; No. 1020 and No. 1021, of the 11th August, 1916, by adding :

27d. For every general permit under the Act 8 Geo. V, ch. 77.....\$ 100.00  
For every special permit under the Act 8 Geo. V, ch. 77.....\$ 10.00

C.-J. SIMARD,  
1258 Assistant Provincial Secretary.

### Semaine préparatoire aux travaux agricoles

### Preparatory week for agricultural work

#### APPEL PATRIOTIQUE AUX HABITANTS DE CETTE PROVINCE

#### A PATRIOTIC APPEAL TO THE INHABITANTS OF THIS PROVINCE.

Nous traversons la période la plus pénible peut-être de l'histoire de l'humanité. Le droit, la justice et la civilisation sont aux prises avec l'oppression et la barbarie.

We are facing what may be called the gravest period of the history of humanity.—Right, justice and civilization are engaged in a death struggle with oppression and barbarism.

L'heure décisive de la lutte semble arrivée. Le danger nous entoure de tous côtés. Non seulement le sort des armées est en jeu sur les champs de bataille; mais nous sommes menacés d'un ennemi non moins redoutable que les peuples de l'Europe centrale. La famine est à nos portes, et attend ses victimes comme un lion dévorant guette sa proie.

The decisive hour of the struggle has struck.—Danger surrounds us on all sides.—Not only the fate of the armies is at stake on the fields of battle, but we are also menaced by another enemy no less redoubtable than the peoples of Central Europe.—Starvation is at our door and awaits its victims as a hungry lion watches its prey.

Un devoir impérieux s'impose en conséquence à tous les citoyens de cette province: c'est de s'unir dans un effort commun pour arracher l'humanité à ce terrible fléau. Il faut de toute nécessité que nos vaillants défenseurs qui combattent dans les rangs de l'armée reçoivent les aliments nécessaires au maintien de la force et du courage qui leur sont indispensables pour atteindre une glorieuse victoire; et il est également nécessaire que les rangs de ceux qui sont restés au sein de notre patrie, pour aider au triomphe commun, par leur travail et leurs efforts, ne soient pas décimés par le hideux démon de la famine.

A pressing duty consequently devolves on all the citizens of this Province; they must unite in a common effort to save humanity from the terrible plague. It is imperative to provide our valiant soldiers who are fighting for the glorious cause with the food necessary to keep up their strength and courage so indispensable to obtain a victorious peace; it is equally necessary that the ranks of those who have remained at home to aid in the common triumph, by their labour and their efforts, be not decimated by the hideous monster of famine.

Le seul moyen efficace de terrasser le monstre, c'est de faire rendre à la terre tout ce qu'elle est capable de produire. Tous, nous devons nous donner la main, sans distinction de race, de parti politique, ni de religion, pour atteindre ce but suprême et patriotique, qui préviendra l'effondrement de l'humanité civilisée.

The only efficacious way to fell the monster, is to draw from the soil all it is capable of producing. One and all, we must join hands, without distinction of race, politics or religion to attain this supreme and patriotic purpose which will prevent the collapse of civilized humanity.

Mais, parmi les citoyens de notre province, il est une classe qui est plus en état qu'aucune

But, among the citizens of our Province, there is one class better situated than any other to

autre de contribuer sur ce point au salut de la civilisation : c'est la classe des cultivateurs.

On l'a dit souvent, et je tiens à le répéter ici : le cultivateur restera l'un des artisans suprêmes de la victoire. C'est vers lui, à mesure que l'acharnement grandit, et que l'œuvre de destruction se poursuit, que se dirigent de plus en plus les supplications et les espérances de l'humanité.

Aussi, c'est avec une conviction profonde que ma position d'administrateur de la province m'impose ce devoir, que je viens faire un appel suprême à nos braves agriculteurs, toujours si empressés de répondre au cri de la conscience et à la voix de l'humanité.

Le ministère de l'agriculture a dernièrement élaboré un projet de surproduction agricole, dont on est en droit d'attendre les résultats les plus efficaces. Je le crois de nature à améliorer la situation dans une très large mesure, si on l'exécute fidèlement. La création dans chaque paroisse d'un comité de production composé du curé, du maire et de quelques autres personnes influentes :—des concours de produits agricoles ; l'enrôlement volontaire des jeunes "Soldats du Sol", pour le temps des prochaines vacances, avec promesse de récompenses à ceux qui auront travaillé sur une ferme durant un certain nombre de semaines ;—voilà assurément une série d'opérations qui devront contribuer de la manière la plus efficace au succès de la campagne de la surproduction agricole.

A cet effet, et pour activer ce mouvement patriotique, je prierais les cultivateurs de vouloir bien consacrer la première semaine d'avril comme "Semaine préparatoire aux travaux agricoles."

On demandera cette année à la terre de nous prodiguer le maximum de ses richesses. Il importe que l'on se prépare soigneusement à engager avec le sol cette lutte pacifique, reconstructive, créatrice d'énergie et de vitalité, qui donne à l'humanité son premier trésor : le pain quotidien.

Des voix autorisées vous diront ce que comporte ce travail de préparation.

Que chacun de vous contribue dans la pleine mesure de sa coopération à la réussite de ce projet si humanitaire.

La Patrie a les yeux sur vous. Répondez noblement à son appel.

1267 HORACE ARCHAMBEAULT,  
Administrateur.

contribute on this point to the salvation of civilization : the farmers.

It has often been said, and I insist on repeating it here : the farmer will remain one of the supreme artisans of victory : it is towards him, as the struggle increase and the work of destruction continues, that the supplications and hopes of humanity are turned.

And so, it is with the profound conviction that my position of Administrator of the Province imposes this duty on me that I am making a supreme appeal to our brave farmers, always so ready to respond to the cry of conscience and the voice of humanity.

The Department of Agriculture has lately elaborated a project of increased agricultural production from which we expect the most efficacious results. I believe it to be of a nature for improving the situation in a very great measure, if it is faithfully performed. The establishment in every parish of a production committee composed of the curé, mayor and several other influential men ; competitions of agricultural products ; the voluntary engagement of the young "Soldiers of the Soil", for the time of the coming vacations, with promise of reward for those who work on a farm for a certain number of weeks ; assuredly these are a series of operations that should contribute in the most efficient manner to the success of the campaign of increased agricultural production.

To such effect, and to accelerate this patriotic movement, I would pray the farmers to devote the first week of April as a "Preparatory week for agricultural work".

The land will be called on, this year, to bestow upon us the maximum of its riches. It is all important that we prepare carefully to engage in this peaceful, reconstructive, creative of energy and vitality struggle with the soil, which gives to humanity its greatest treasure : daily bread.

The proper authorities will advise you what this work of preparation consists of.

Let everyone of you contribute in the full measure of his cooperation to the success of this humanitarian project.

Your Country has its eyes on you. Respond nobly to its appeal.

1268 HORACE ARCHAMBEAULT,  
Administrator.

### Proclamation

Canada,  
Province de QUÉBEC.  
[L. S.]  
HORACE ARCHAMBEAULT.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

### PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, )  
Procureur-Général ) ATTENDU que la rareté des vivres et les conditions alimentaires dans tout le monde civilisé et particulièrement dans les pays alliés sont telles qu'il est impérieux pour les habitants de cette

### Proclamation

Canada,  
Province of QUEBEC.  
[L. S.]  
HORACE ARCHAMBEAULT.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

### PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, )  
Attorney General. ) WHEREAS the scarcity of provisions and the food conditions throughout the civilized world and especially in the Allied Countries are such that it is imperative for the inhabitants, of this

province de faire un effort suprême en vue d'augmenter la production ;

ATTENDU qu'afin de renseigner et de diriger les cultivateurs, un service spécial de surproduction agricole a été organisé au ministère de l'agriculture ;

ATTENDU qu'un directeur de la production a été nommé dans chaque comté et que des comités de production seront formés dans chaque paroisse ;

Et ATTENDU qu'il est opportun de faire un appel spécial à la bonne volonté et au patriotisme de tous afin d'obtenir le concours effectif de tous les citoyens de cette province, pour assurer le succès de cette campagne de surproduction agricole ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil exécutif, nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que la première semaine d'avril est et sera une semaine préparatoire aux travaux agricoles.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, administrateur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre Province de Québec, ce TRENTIÈME jour de MARS, en l'année mil neuf cent dix-huit, de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

1269 Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

Province to make a supreme effort for the purpose of increasing production ;

Whereas a special Increased Production Branch has been organized by the Department of Agriculture to instruct and direct the farmers ;

Whereas a Director of Production has been appointed in every county, and that Production Committee will be formed in every parish ;

And whereas it is expedient to make a special appeal to the good will and patriotism of all, so as to obtain the effective co-operation of all the citizens of the Province, to assure the success of this Increased Production Campaign.

Therefore, with the advice and consent of our Executive Council, we have ruled and ordered, and by these presents do hereby rule and order that the First week of April be and shall be a preparatory week for agricultural work.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, Knight, Commander of Our most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Administrator of the Government of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, this THIRTIETH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eighteen, and in the eighth year of Our Reign.

By Command,

1270 C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

### Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3837. Dame Fabiola Desrochers, épouse commune en biens de Wilfrid Desjardins, charretier, de la cité de Montréal, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Wilfrid Desjardins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 mars 1918.

L'avocat de la demanderesse,

103 Saint-François-Xavier, Montréal, 18 mars 1918. 1263-13-5  
ARTHUR DELISLE.

### Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3837. Dame Fabiola Desrochers, wife common as to property of Wilfrid Desjardins, carter, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Wilfrid Desjardins, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th of March, 1918.

ARTHUR DELISLE,

103 Saint-François-Xavier, Montreal, 18th March, 1918. 1264-13-5  
Attorney for plaintiff.

### Avis divers

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre en conseil en date du 8 mars 1918, "The Guardian Insurance Company of Canada" a été autorisée à agir comme sûreté judiciaire, conformément à l'article 7453 S. R. Q., 1909.

Donné conformément à l'article 7454 S. R. Q., 1909.

Pour la "Guardian Insurance Company of Canada".

1265 Le secrétaire,  
JOHN GOOD.

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that by Order in Council dated the 8th of March, 1918, The Guardian Insurance Company of Canada, has received authority to become judicial surety in conformity with article 7453 R. S. Q., 1909.

Given pursuant to article 7454, R. S. Q., 1909.

For the Guardian Insurance Company of Canada.

1266 JOHN GOOD,  
Secretary.

Avis public est par le présent donné que la garantie prévue par les sous-sections douze et seize de la section quatre-vingt-huit de la loi des banques a été fournie le vingt-cinq mars, A.D., 1918, par J.-W. Jacobs, Limited, de Montréal, en faveur de la Banque des Marchands du Canada, pour la somme de trente-six mille six cent soixante-quinze piastres (\$36,675.00), payable à demande, avec intérêt au taux de sept pour cent annuellement sur le gage de cent soixante-trois chevaux qui se trouvent au No 29 de la rue Hermine, 172-176 de la rue Murray, près à bestiaux de l'est et étables Shedden, à Montréal.

JACOBS, COUTURE & FITCH,  
Pour la dite Banque des Marchands du Canada.  
Montréal, le 25 mars 1918. 1237

Public notice is hereby given that security under subsections twelve and sixteen of section eighty-eight of The Bank Act was given on the twenty-fifth day of March, A.D., 1918, by J.-W. Jacobs, Limited, of Montreal, to the Merchants' Bank of Canada, for the sum of thirty-six thousand six hundred and seventy-five dollars (\$36,675.00), payable on demand, with interest at the rate of seven per cent per annum on the security of one hundred and sixty-three horses located at 29 Hermine street, 172-176 Murray street, east end stockyards, and shedden stables, Montreal.

JACOBS, COUTURE & FITCH,  
For said Merchant's Bank of Canada.  
Montreal, March 25th, 1918. 1238

### Liquidation—Avis de

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée générale des actionnaires de la compagnie "St-Lawrence Lumber Company," corps légalement constitué par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province, le 21 mars 1904, tenue à Montréal, le 26 mars 1918 et à laquelle tous les actionnaires étaient présents ou représentés, une résolution a été adoptée, comportant que les affaires de la compagnie soient liquidées volontairement et que la compagnie soit dissoute.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
1259 C.-J. SIMARD.

Avis public est par le présent donné qu'à une assemblée générale des actionnaires de la "Trois-Pistoles Pulp and Lumber Company", dont le siège social ou la principale place d'affaires est à Trois-Pistoles, dans le district de Témiscouata, spécialement convoquée à cette fin et tenue le neuvième jour de mars, mil neuf cent dix-huit, les actionnaires ont adopté une résolution ordonnant la liquidation et la dissolution volontaires de la corporation, conformément aux dispositions des statuts refondus de Québec, 1909, et que le soussigné, Edouard-Honoré Bégin, notaire, de Montréal, a été nommé liquidateur de la compagnie.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.  
Québec, 28 mars 1918. 1227

### Winding up Notices.

Notice is hereby given that at a general meeting of the shareholders of the St. Lawrence Lumber Company, a body politic and corporate, incorporated by letters patent issued under the Great Seal of the Province, on the 21st March, 1904, held at Montreal, on the 26th March, 1918, and at which meeting all the shareholders were present or represented, a resolution was passed enacting that the affairs of the company be voluntarily wound up and the company dissolved.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,  
1260 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that at a general meeting of the shareholders of the "Trois-Pistoles Pulp and Lumber Company", having its chief office or principal place of business at Trois-Pistoles, in the district of Temiscouata, specially convened for the purpose and held on the ninth day of March, one thousand nine hundred and eighteen, a resolution was duly passed by the shareholders ordering the voluntary winding up and dissolution of the company in accordance with the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and that the undersigned, Edouard-Honoré Bégin, notary, of Montreal, has been appointed liquidator of the company.

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.  
Québec, 28th March, 1918. 1228

### AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

**3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS, SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.**

**Tarif des annonces :**  
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

### TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

**3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.**

**The rates are :**  
First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,  
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

371

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.  
Quebec, 4th April, 1914.

372

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 13.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Beaudreault vs Giguère.....	648
" Beauvais vs Beauvais.....	648
" Bernier vs Beaudoin.....	647
" Charbonneau vs Thouin.....	647
" Chrétien vs Boucher.....	648
" Desrochers vs Desjardins.....	671
" Guilbault vs Schoolcraft.....	646
" Huot vs Rodrigue.....	647
" Lafrance vs Alluisi.....	646
" Laverdière vs Lachance.....	646
" Lusignan vs Robillard.....	647
" McKenzie vs Breton.....	648
" McNulty vs Cosgrove.....	647
" Richard vs Trahan.....	648
" Tremblay vs Morin.....	647

ANNONCEURS, avis aux..... 672

### ARRÊTÉS EN CONSEIL :—

Concernant les chauffeurs ou conducteurs de véhicule-moteur.....	637
Modification d'arrêtés ministériels.....	669

### AVIS DIVERS :—

Jacobs, J.-W., Ltd.....	672
The Guardian Insurance Company of Canada.....	671

### BILLS PRIVÉS :—

Chambre des Communes.....	640
---------------------------	-----

### COMPAGNIE DISSOUE :—

Parc Rolland, Itée.....	648
-------------------------	-----

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 13.

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beaudreault vs Giguère.....	648
" Beauvais vs Beauvais.....	648
" Bernier vs Beaudoin.....	647
" Charbonneau vs Thouin.....	647
" Chrétien vs Boucher.....	648
" Desrochers vs Desjardins.....	671
" Guilbault vs Schoolcraft.....	646
" Huot vs Rodrigue.....	647
" Lafrance vs Alluisi.....	646
" Laverdière vs Lachance.....	646
" Lusignan vs Robillard.....	647
" McKenzie vs Breton.....	648
" McNulty vs Cosgrove.....	647
" Richard vs Trahan.....	648
" Tremblay vs Morin.....	647

ADVERTISERS, notice to..... 672

### ORDERS IN COUNCIL :—

Concerning the chauffeurs or operators of motor vehicle.....	637
Orders in Council modified.....	669

### MISCELLANEOUS NOTICES :—

Jacobs, J.-W., Ltd.....	672
The Guardian Insurance Company of Canada.....	671

### PRIVATE BILLS :—

House of Commons.....	640
-----------------------	-----

### COMPANY DISSOLVED :—

Parc Rolland, Itée.....	648
-------------------------	-----

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Municipalité scolaire Lamotte.....	644	School municipality Lamotte.....	644
Village d'Arthabaskaville à Sainte-Victoire	644	Village of Arthabaskaville to Sainte-Vic- toire.....	644
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—		TREASURY DEPARTMENT:—	
Westmount Soldiers' Wives League.....	645	Westmount Soldiers' Wives League.....	645
FAILLITE—AVIS DE:—		BANKRUPT NOTICES:—	
Archer & Co., Regd.....	649	Archer & Co., Regd.....	649
Fréchette & Cie, dividende.....	668	Fréchette & Co., dividend.....	668
Gray vs Dunn, nom. de curateur.....	649	Gray vs Dunn, curator's appt.....	649
La Cie Canadienne d'Aniline, dividende.....	668	La Cie Canadienne d'Aniline, dividend..	668
Léger (Dme) nom. curateurs.....	649	Léger (Dme) curators' appt.....	649
Mannesmann Tube Coy., dividende.....	668	Mannesmann Tube Coy., dividend.....	668
Paquin, cession.....	669	Paquin, assignment.....	669
Patry, cession.....	649	Patry, assignment.....	649
Saulnier & Simard, nom. curateurs.....	649	Saulnier & Simard, curators' appt.....	649
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Boucher, Lacroix & Fiset, ltée.....	643	Boucher, Lacroix & Fiset, ltée.....	643
La meunerie modèle, ltée.....	641	La meunerie modèle, ltée.....	641
L'Imprimerie d'Arthabaska.....	642	L'Imprimerie d'Arthabaska.....	642
L. Mercier & Fils, ltée.....	641	L. Mercier & Fils, ltée.....	641
Rickett's Club, Incorp.....	642	Rickett's Club, Incorp.....	642
LIQUIDATION—AVIS DE:—		WINDING UP NOTICE:—	
Saint Lawrence Lumber Coy.....	672	Saint Lawrence Lumber Coy.....	600
Trois Pistoles Pulp & Lumber Coy.....	672	Trois Pistoles Pulp & Lumber Coy.....	672
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Saint-Timothée-de-Beauharnois.....	645	Saint-Timothée-de-Beauharnois.....	645
Saint-Wilfrid-de-Barnston.....	646	Saint-Wilfrid-de-Barnston.....	646
The Pontiac Wool Grower's Sheep Breeders.....	645	The Pontiac Wool Grower's Sheep Breeders.....	645
MINUTES DE NOTAIRE—TRANSFERT DE:—		NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED:—	
Demande en faveur de M. Percy-C. Du- Boyce.....	650	Application in favor of Mr. Percy-C. DuBoyce.....	650
Demande en faveur de M. Jos.-Alf. Nadeau.....	650	Application in favor of Mr. Jos.-Alf. Nadeau.....	650
ORDRE DE COUR:—		RULE OF COURT:	
Gregoire vs Mandeville.....	650	Gregoire vs Mandeville.....	650
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Canton Ouimet, érigé.....	638	Township Ouimet, erected.....	638
Semaine préparatoire aux travaux agri- coles.....	669	Preparatory week for agricultural work.	669
Service spécial de surproduction agricole organisé.....	670	A special Increase Production Branch organized.....	670
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—		SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:—	
Canadian, American & National Express Companies.....	650	Canadian, American & National Express Companies.....	650
VENTES PAR LICITATION:—		SALES BY LICITATION:—	
Cameron (Dme) <i>et vir</i> vs Cameron <i>et al.</i> ...	654	Cameron (Dme) <i>et vir</i> vs Cameron <i>et al.</i> ...	654
Champagne <i>et al</i> vs Dme Champagne <i>et uxor.</i> .....	652	Champagne <i>et al</i> vs Dme Champagne <i>et uxor.</i> .....	652
Evans vs Evans <i>et al.</i> .....	652	Evans vs Evans <i>et al.</i> .....	652
Robert <i>et al</i> vs Berard <i>et al.</i> .....	651	Robert <i>et al</i> vs Berard <i>et al.</i> .....	651

## VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

## SHERIFFS' SALES :—

## BEAUCE :—

## BEAUCE :—

Les Commissaires d'écoles vs Jacques 655  
Morissette *et al* vs Veilleux, fils. . . . . 656

The School Commissioners vs Jacques. . . . . 655  
Morissette *et al* vs Veilleux, jr. . . . . 656

## BEDFORD :—

## BEDFORD :—

Hobbs *et al* (Dme) vs Neil. . . . . 657

Hobbs *et al* (Dme) vs Neil. . . . . 657

## IBERVILLE :—

## IBERVILLE :—

Langevin vs Thibault. . . . . 657

Langevin vs Thibault. . . . . 657

## JOLIETTE :—

## JOLIETTE :—

La Cie Industrielle de Joliette, Ltée. . . . . 658

La Cie Industrielle de Joliette, Ltée. . . . . 658

## KAMOURASKA :—

## KAMOURASKA :—

The Banovell Hoxie Wire Fence Co.,  
Ltd. vs Chamberland. . . . . 658

The Banovell Hoxie Wire Fence Co.,  
Ltd. vs Chamberland. . . . . 658

## MONTCALM :—

## MONTCALM :—

Robillard vs Nantel. . . . . 659  
St-Jean vs Ouimet. . . . . 659

Robillard vs Nantel. . . . . 659  
St-Jean vs Ouimet. . . . . 659

## MONTREAL :—

## MONTREAL :—

Bélange (Dme) vs Paiement. . . . . 660  
Bourgeau (Dme) vs Dme Margaret. . . . . 662  
Doxtader, failli. . . . . 661  
Guertin *et al* vs Bissonnette. . . . . 661  
Lamoureux, failli. . . . . 663  
Paquet (Dme) vs Martin. . . . . 663  
Paquin, failli. . . . . 660  
Péloquin (Delle) vs Marcoux. . . . . 661  
Villeneuve & Cie, Ltée vs Rancourt. . . . . 661

Bélange (Dme) vs Paiement. . . . . 660  
Bourgeau (Dme) vs Dme Margaret. . . . . 662  
Doxtader, insolvent. . . . . 661  
Guertin *et al* vs Bissonnette. . . . . 661  
Lamoureux, insolvent. . . . . 663  
Paquet (Dme) vs Martin. . . . . 663  
Paquin, insolvent. . . . . 660  
Péloquin (Delle) vs Marcoux. . . . . 661  
Villeneuve & Cie, Ltée vs Rancourt. . . . . 661

## QUÉBEC :—

## QUEBEC :—

Brophy vs Légaré. . . . . 666  
Casgrain (Dme) vs Laviolette. . . . . 664  
Côté (Révd) vs Dme Bilodeau. . . . . 664  
La cité de Québec vs Bouret. . . . . 665  
La cité de Québec vs Bouret. . . . . 665  
La cité de Québec vs Delle Dignan. . . . . 665  
La cité de Québec vs Dumas. . . . . 664

Brophy vs Légaré. . . . . 666  
Casgrain (Dme) vs Laviolette. . . . . 664  
Côté (Révd) vs Dme Bilodeau. . . . . 664  
The city of Quebec vs Bouret. . . . . 665  
The city of Quebec vs Bouret. . . . . 665  
The city of Quebec vs Dignan. . . . . 665  
The city of Quebec vs Dumas. . . . . 664

## RIMOUSKI :—

## RIMOUSKI :—

Pinault vs Gendron. . . . . 666

Pinault vs Gendron. . . . . 666

## SAINT-FRANCOIS :—

## SAINT FRANCIS :—

Darche vs Kennedy. . . . . 666

Darche vs Kennedy. . . . . 666

## SAINT-HYACINTHE :—

## SAINT-HYACINTHE :—

Bourgeois & Cie vs Borduas. . . . . 667

Bourgeois & Cie vs Borduas. . . . . 667

## TROIS-RIVIÈRES :—

## THREE RIVERS :—

Desaulniers vs Bordeleau. . . . . 667  
La corporation du village de Villers vs  
Roy *esql.*. . . . . 667

Desaulniers vs Bordeleau. . . . . 667  
The corporation of the village of Villers  
vs Roy *esql.*. . . . . 667

